



Perception des Entreprises sur le Climat des Investissements et des Affaires au Cameroun

RAPPORT NATIONAL 2008



SNV
Sustaining People & planet

AGRO-PME Fondation

GICAM
GROUPEMENT INTERNATIONAL DU CAMEROUN



gtz

SOMMAIRE

PARTIE I : CONTEXTE DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE.....	6
I- CONTEXTE.....	7
II- METHODOLOGIE ET TRAITEMENT DES DONNEES	8
2.1 CARACTERISTIQUES DE L'ENQUETE.....	8
2.2 ECHANTILLONNAGE.....	8
2.3 COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNEES.....	11
2.4 DIFFICULTES RENCONTREES.....	12
2.5 LA CONTRIBUTION DES CONSULTANTS LOCAUX.....	13
PARTIE II : ANALYSE DES INDICATEURS ET RESULTATS.....	14
CHAPITRE 1 : LES FACTEURS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS AYANT INFLUENCÉ LES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE	15
1.1 LA TAILLE DU MARCHÉ.....	15
1.2 LE SECTEUR EXTERIEUR.....	17
1.3 POLITIQUE BUDGETAIRE DE L'ETAT.....	17
1.4 LA POLITIQUE MONETAIRE.....	19
1.5 DISPONIBILITE DU CREDIT.....	20
1.6 ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES.....	21
1.7 LE COÛT DU TRAVAIL.....	22
1.8 QUALIFICATION DU PERSONNEL DES ENTREPRISES.....	23
CHAPITRE II : L'IMPACT DES INFRASTRUCTURES SUR LES COÛTS DE L'ENTREPRISE.....	25
2.1 L'IMPACT DES SERVICES DE TRANSPORT.....	25
2.2 L'IMPACT DE L'ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EAU.....	26
2.3 L'IMPACT DES AUTRES SERVICES.....	27
CHAPITRE III : L'IMPACT DU SECTEUR INFORMEL, PUBLIC ET PRIVÉ SUR LA PERFORMANCE DE L'ENTREPRISE	31
3.1 LE SECTEUR INFORMEL.....	31
3.2 IMPACT DES SUCCURSALES DES FIRMES ETRANGERES IMPLANTEES AU CAMEROUN....	32
3.3 LES ENTREPRISES PUBLIQUES.....	33
CHAPITRE IV : LES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES OPÉRATEURS PRIVÉS.	34
CHAPITRE V : LES CAPACITÉS DE PRODUCTION, D'INNOVATION ET D'ACCÈS AUX FINANCEMENTS.....	37
5.1 ACCES AU CREDIT.....	39
5.2 UTILISATION DES MOYENS MODERNES DE COMMUNICATION.....	41
5.3 ORIGINE DES CLIENTS ET DES FOURNISSEURS.....	42
5.4 ORIENTATION DES INVESTISSEMENTS AU COURS DES TROIS OU QUATRE PROCHAINES ANNEES.....	43
5.5 RESOLUTION DES CONFLITS ET CRIMINALITE.....	46
5.6 TYPOLOGIE DES EFFECTIFS DANS LES ENTREPRISES.....	49
5.7 LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	50
5.8 LES SOURCES D'INFORMATION EXTERNES UTILISEES PAR LES ENTREPRISES.....	52
CHAPITRE VI : CONCLUSION GENERALE	53
6.1 PERCEPTION DES ENTREPRISES SUR LE RISQUE GLOBAL D'INVESTISSEMENT AU CAMEROUN.....	53
6.2 LES PROBLEMES MAJEURS MENTIONNES PAR LES ENTREPRISES.....	54
6.3 PROPOSITION DES ENTREPRISES POUR L'AMELIORATION DU CLIMAT DES INVESTISSEMENTS ET DES AFFAIRES.....	55
LES PARTENAIRES DE L'ECI 2008	57
<u>ANNEXE :</u>	
ENQUÊTE 2008 SUR LA PERCEPTION DES ENTREPRISES SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES AU CAMEROUN	60

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par province.....	8
Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par taille et par province	10
Tableau 3 : Répartition par région de l'influence de la taille du marché sous-régional sur l'activité des entreprises	16
Tableau 4: Répartition de l'influence de la fraude, contrebande et contrefaçon sur l'activité des entreprises	17
Tableau 5 : Influence des impôts et charges fiscales sur l'activité des différentes entreprises.....	18
Tableau 6: Influence des dépenses publiques en infrastructures sur l'activité des entreprises selon les régions .	19
Tableau 7: Influence du taux d'intérêt sur l'activité des différentes entreprises selon les régions	19
Tableau 8 : Influence de l'accès au crédit long terme de source locale sur l'activité des différentes entreprises ..	20
Tableau 9: Influence du coût du personnel qualifié sur l'activité des différentes entreprises.....	22
Tableau 10: Influence de la qualification des cadres camerounais sur l'activité des différentes entreprises.....	23
Tableau 11: Répartition de l'influence des transports routiers sur l'activité des différentes Entreprises	25
Tableau 12: Répartition par région de l'influence de l'alimentation en électricité sur l'activité des entreprises.....	26
Tableau 13: Influence des services de Télécom et Internet sur l'activité des entreprises selon les régions.....	28
Tableau 14: Influence des conditions d'accès à la propriété foncière sur l'activité des entreprises selon les régions	28
Tableau 15 : Influence de l'approvisionnement en carburant sur l'activité des entreprises selon les régions.....	29
Tableau 16: Influence des services de santé sur l'activité des entreprises selon les régions.....	30
Tableau 17: Influence du secteur informel sur l'activité des entreprises.....	32
Tableau 18: Influence des succursales des firmes étrangères produisant localement sur l'activité des entreprises	32
Tableau 19: Influence des entreprises publiques sur l'activité des différentes entreprises.....	33
Tableau 20 : Répartition de l'avis des tailles des entreprises par rapport à l'interprétation des lois	34
Tableau 21: Répartition par secteur d'activités de l'avis des entreprises sur l'interprétation des lois (en %).....	34
Tableau 22: Répartition du temps moyen de dédouanement par taille des différentes entreprises.....	35
Tableau 23: Nombre moyen de jours passés par les entreprises avec les impôts selon les régions	36
Tableau 24: Utilisation de la capacité de production dans les différentes entreprises.....	38
Tableau 25: Possession d'une certification reconnue dans les différentes catégories d'entreprises.....	38
Tableau 26: Accès à une ligne de découvert bancaire par les entreprises.....	40
Tableau 27: Financement des nouveaux investissements par fonds propres dans les différentes entreprises.....	40
Tableau 28: Part de nouveaux investissements financés sur crédit bancaires dans les entreprises.....	41
Tableau 29: Possession d'une flotte de portables par les différentes entreprises (% d'entreprises)	41
Tableau 30: Utilisation du Web avec les clients/fournisseurs par les entreprises de certaines régions du Cameroun (% d'entreprise).....	42
Tableau 31: Origine des principaux clients des différentes entreprises (% d'entreprises).....	43
Tableau 32: Perspective d'utilisation de la capacité de production dans les différentes entreprises au cours des 3 ou 4 prochaines années	44
Tableau 33: Utilisation d'un business plan par les différentes entreprises (% d'entreprises).....	44
Tableau 34: Perspectives de recrutement des nationaux par les différentes entreprises	45
Tableau 35: Confiance au système judiciaire par les entreprises des différentes régions.....	46
Tableau 36: Durée moyenne de résolution des conflits dans les différentes entreprises	47
Tableau 37: Coût de la sécurité dans les entreprises selon les régions (% d'entreprise).....	48
Tableau 38: Pertes dues aux crimes dans les entreprises (% d'entreprises)	49
Tableau 39: Répartition du personnel dans les entreprises (1052) enquêtées en 2008.....	49
Tableau 40: Répartition du personnel technique qualifié ayant reçu une formation dans les entreprises	50
Tableau 41 : Proportion des entreprises ayant des difficultés dans le perfectionnement des ressources humaines (selon la taille)	51
Tableau 42 : Synthèse des différentes sources d'information des entreprises à l'échelle nationale (% des entreprises).....	52
Tableau 43: Perception du risque global d'investissement au Cameroun par les entreprises	54
Tableau 44 : Classement des problèmes majeurs rencontrés par les entreprises en rapport avec le climat des affaires.....	54
Tableau 45 : Classement des trois problèmes majeurs selon la taille des entreprises.....	55
Tableau 46 : Synthèse des recommandations des entreprises pour l'amélioration du climat des investissements et des affaires	55
Tableau 47 : Les tendances 2006 – 2007 des quatre propositions prioritaires des entreprises	56

LISTE DES GRAPHIQUES

<i>Figure 1 : Répartition de l'échantillon par ville (carte à insérer).....</i>	9
<i>Figure 2 : Répartition de l'échantillon suivant la taille des entreprises</i>	10
<i>Figure 3 : Répartition de l'échantillon selon le chiffre d'affaires.....</i>	11
<i>Figure 4 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité.....</i>	11
<i>Figure 5 : Influence de la taille du marché national sur l'activité des entreprises.....</i>	15
<i>Figure 6 : Evolution de l'influence de la taille du marché sous-régional sur l'activité des entreprises..</i>	16
<i>Figure 7 : Influence de la politique fiscale sur l'activité des entreprises</i>	18
<i>Figure 8 : Influence de l'accès au crédit long terme sur l'activité des entreprises.....</i>	20
<i>Figure 9 : Influence de la corruption sur l'activité des entreprises. Tendances 2006 - 2007.....</i>	21
<i>Figure 10 : Influence du niveau général des salaires sur l'activité des entreprises.....</i>	22
<i>Figure 11 : influence de la qualification des cadres camerounais sur l'activité des entreprises.....</i>	23
<i>Figure 12: Influence des transports routiers sur l'activité des entreprises.....</i>	25
<i>Figure 13 : Evolution de l'influence de l'alimentation en électricité sur l'activité des entreprises</i>	26
<i>Figure 14: Influence des services de Télécom et Internet sur l'activité des entreprises.....</i>	27
<i>Figure 15 : Tendances de l'influence de l'approvisionnement en carburant sur l'activité des entreprises 2006 - 2007</i>	29
<i>Figure 16 : Influence des services de santé sur l'activité de certaines entreprises</i>	30
<i>Figure 17 : Influence du secteur informel sur l'activité des entreprises</i>	31
<i>Figure 18: Influence du secteur informel sur l'activité des grandes et moyennes entreprises</i>	31
<i>Figure 19 : Influence des succursales des firmes étrangères sur l'activité des entreprises. Tendances 2006 - 2007</i>	32
<i>Figure 20 : Temps moyen de dédouanement des marchandises au port de Douala</i>	35
<i>Figure 21: Proposition des entreprises déclarant la totalité de leurs ventes (CA)</i>	36
<i>Figure 22 : Montant de pots de vins versé par les entreprises aux agents du fisc.....</i>	37
<i>Figure 23 : Utilisation de la capacité de production des entreprises. Tendances 2006 - 2007</i>	38
<i>Figure 24 : Utilisation d'une certification reconnue (ISO, EUREPGAP...).....</i>	39
<i>Figure 25 : Financement des investissements nouveaux par fonds propres tendances 2006 - 2007..</i>	40
<i>Figure 26 : Origine des principaux partenaires des entreprises camerounaises.....</i>	42
<i>Figure 27 : Utilisation du business plan par les entreprises (% d'entreprises)</i>	44
<i>Figure 28: Perspectives de recrutement des nationaux dans les grandes et petites entreprises.....</i>	45
<i>Figure 29 : Perspectives globales de recrutement du personnel dans les entreprises</i>	46
<i>Figure 30 : Connaissance de l'alternative offerte par le secteur privé pour la résolution des conflits (en %).....</i>	47
<i>Figure 31 : Coût de la sécurité et de la protection pour les entreprises.....</i>	48
<i>Figure 32 : Proportion des entreprises ayant des difficultés dans le perfectionnement des ressources humaines.....</i>	50
<i>Figure 33: Proportion des entreprises ayant des difficultés dans le perfectionnement des ressources humaines dans certains types d'entreprises.....</i>	51
<i>Figure 34 : Perception du risque global d'investissement au Cameroun (tendances nationales)</i>	53

LISTE DES ACRONYMES

BA&SF:	Banque Assurance et autres Services Financiers
BEAC:	Banque des Etats de L'Afrique Centrale.
BIP:	Budget d'Investissements Publics
BM :	Banque Mondiale.
CA :	Chiffre d'Affaires
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale.
CCIMA :	Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Mines et de l'Artisanat.
CDI :	Centres Divisionnaires des Impôts
DGE :	Direction des Grandes Entreprises
ECI :	Etude sur le Climat des Investissements
GICAM:	Groupement inter patronal du Cameroun.
GTZ :	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Coopération Technique Allemande)
ISSEA :	Institut Sous-régionale de Statistique et d'Economie Appliquée
MINFI:	Ministère des Finances
ONG:	Organisations Non Gouvernementales
PADDL :	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local.
SFI :	Société Financière Internationale.
SNV:	Organisation Néerlandaise de Développement
PME:	Petites et Moyennes Entreprises
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés.
IS :	Impôt sur les Sociétés.
THR :	Tourisme Hôtellerie et Restauration
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée.

PARTIE I : **CONTEXTE DE L'ETUDE ET METHODOLOGIE**

I- CONTEXTE

Le Climat des affaires et des Investissements est défini comme la perception de l'environnement politique, économique, institutionnel et comportemental, présent et futur, qui affecte la rentabilité et les risques associés aux investissements. Il couvre un vaste spectre de sujets: la réglementation et son application, les infrastructures, la corruption, le marché des facteurs de production et des produits, la productivité des facteurs, l'accès au crédit, la qualité de la gouvernance publique etc.

L'étude sur le climat des investissements et des affaires au Cameroun est rendue à sa 3^{ème} édition. Comme depuis le lancement en 2006, les résultats de l'étude 2007 ont fait l'objet d'une large diffusion aussi bien dans les milieux du secteur privé et public que de la coopération au développement. La principale innovation sur la sensibilisation des parties prenantes concernant les enjeux de l'amélioration du climat des investissements au Cameroun, a été l'organisation des ateliers de restitution des résultats de l'étude 2007 dans toutes les localités couvertes par l'enquête, sous l'égide du programme GTZ-PADDL. Ces ateliers ont permis aux acteurs locaux (opérateurs économiques, Communes, services déconcentrés de l'Etat) d'identifier et de cibler les domaines et actions sur lesquels il existent des marges de manœuvre pour améliorer le climat des investissements sans attendre les mesures relevant du Gouvernement central.

Les partenaires au développement (GTZ, SNV) qui soutiennent ce projet sont conscients que sa pérennisation est tributaire de son appropriation par les parties prenantes nationales (le secteur privé et les décideurs publics). C'est pour amorcer la réflexion sur les conditions du passage du témoin, qu'un atelier d'institutionnalisation du BSC (Business Climate Survey) a été organisé à Yaoundé courant septembre 2008 sous l'égide du GICAM, GTZ et SNV.

Cette rencontre a une fois de plus confirmé le bien-fondé du BCS pour le Cameroun. La pérennisation du projet apparaît donc comme un nouveau défi.

OBJECTIF DE L'ETUDE

L'objectif général de cette étude est d'élaborer des indicateurs fiables susceptibles d'éclairer les acteurs publics et privés sur les champs prioritaires des réformes pour améliorer la compétitivité et l'attractivité de l'économie nationale. Dans cette perspective, l'étude vise les objectifs spécifiques suivants :

- donner aux opérateurs économiques du secteur privé, les éléments concrets à présenter au gouvernement pour l'amélioration du cadre des affaires au Cameroun ;
- créer une liaison entre secteur public/secteur privé capable de recueillir les recommandations de politique économique et favoriser ainsi les politiques de réformes pour une meilleure croissance du secteur privé ;
- générer des informations utiles, fiables et représentatives sur la situation des entreprises qui permettront aux divers acteurs et partenaires institutionnels (gouvernement, bailleurs de fonds, secteur privés et autres organisations internationales) de mieux participer au développement du pays ;
- évaluer les progrès réalisés dans les réformes engagés par les Pouvoirs Publics sur le plan économique et de la promotion du secteur privé.

Cet instrument a été développé à partir d'un questionnaire qui recueille les informations permettant :

- de caractériser les entreprises ;
- de mesurer l'impact des facteurs économiques et financiers (la taille du marché, le cadre juridique, la fiscalité) sur les activités des entreprises;
- d'évaluer l'influence des transports, des infrastructures et des services offerts aux entreprises sur les coûts de celles ci ;
- d'évaluer l'influence du secteur informel, des entreprises publiques et du commerce illicite sur la compétitivité des entreprises ;
- de caractériser les relations entre l'administration et les opérateurs privés;
- de cerner les capacités de production, à l'innovation et d'accessibilité au financement des entreprises;
- d'identifier l'orientation probable des projets d'investissement futurs des entreprises ;

- d'avoir une indication de leur degré de confiance quant à la résolution des conflits en juridiction et l'état de la criminalité existante ;
- de décrire le marché du travail ;
- de cerner l'utilité de certaines sources d'informations mises à la disposition des entreprises ;
- d'évaluer la perception du risque global d'investissement au Cameroun par les entreprises, de recenser leurs principales difficultés et connaître leurs suggestions en vue de résorber ces difficultés.

II- METHODOLOGIE ET TRAITEMENT DES DONNEES

2.1 CARACTERISTIQUES DE L'ENQUETE

2.1.1 Champ de l'enquête

Le champ géographique de l'enquête de 2008 couvre six provinces du Cameroun à savoir l'Extrême Nord, le Nord, le Nord-Ouest, l'Ouest, le Littoral et le Centre.

2.1.2 Unité statistique

L'enquête retient comme unité statistique d'investigation, toute entreprise basée dans le champ de l'enquête et respectant les critères ci-après :

- être une entreprise privée du secteur formel ;
- avoir été créée au plus tard le 31 Décembre 2006 car l'étude sur la perception des entreprises sur le climat des affaires de 2008, porte sur l'exercice 2007 ;
- avoir son siège social ou sa direction générale dans l'une des localités concernée par l'enquête ;
- avoir payé au moins la patente ;
- avoir au moins deux employés permanents ;
- tenir une comptabilité minimale.

2.2 ECHANTILLONNAGE

2.2.1 Base de sondage

La base de sondage utilisée est constitué d'entreprises basées chacune dans le champ géographique de l'enquête et respectant les critères susmentionnés. Elle a été obtenue d'une part à l'aide de fichiers provenant des centres des impôts, des chambres du commerce, de l'Institut National de la Statistique, de la liste des entreprises enquêtées l'année dernière, de la liste des entreprises membres du GICAM et d'autre part à partir des descentes sur le terrain.

2.2.2 Taille et structure de l'échantillon

L'enquête a couvert un total de 1052 entreprises sur l'ensemble des six 6 provinces concernées. On se rend compte ainsi que l'objectif initialement visé de 1000 entreprises en 2008 a été effectivement atteint. Le tableau ci-dessous donne la répartition de l'échantillon par province.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par province

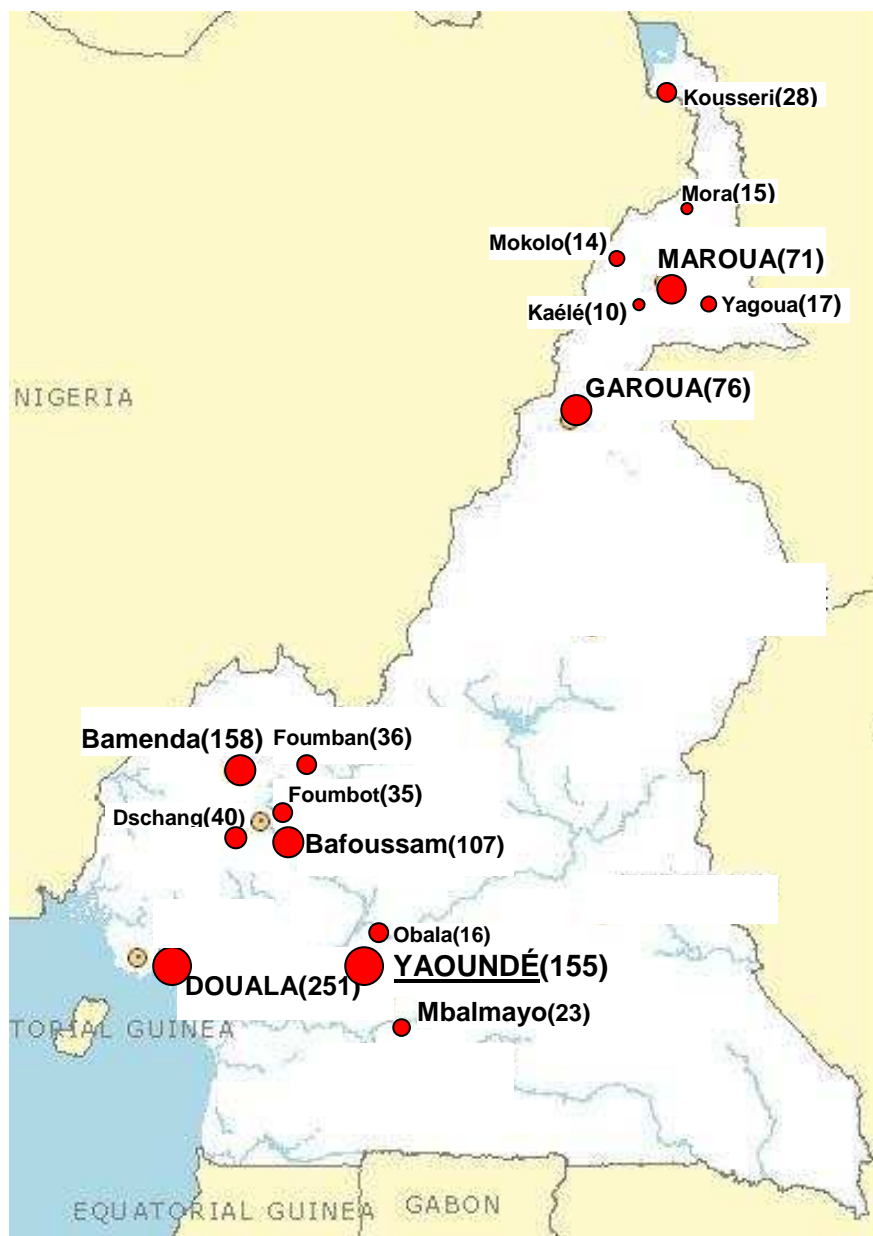
<i>Province</i>	<i>Centre</i>	<i>Littoral</i>	<i>Ouest</i>	<i>Nord et Extrême Nord</i>	<i>Nord Ouest</i>	<i>Total</i>
Nombre d'entreprises	194	251	218	231	158	1052

Source : ECI 2008

Il ressort de ce tableau que contrairement à l'année dernière, c'est dans la province du Littoral que le nombre d'entreprises enquêtées est le plus élevé. En effet, le Littoral présentait le plus petit nombre d'entreprises de l'échantillon (comparativement aux autres provinces) l'année dernière avec 77 entreprises enquêtées. Cette année, ce nombre est passé à 251 entreprises soit un peu plus du triple

de l'effectif de l'année dernière. Il convient également de mentionner qu'avec une augmentation nette de la taille de l'échantillon cette année¹, le nombre d'entreprises enquêtées par province s'est accru. La carte ci-après présente de façon exhaustive les différentes localités couvertes par l'enquête 2008.

Figure 1 : Répartition de l'échantillon par ville

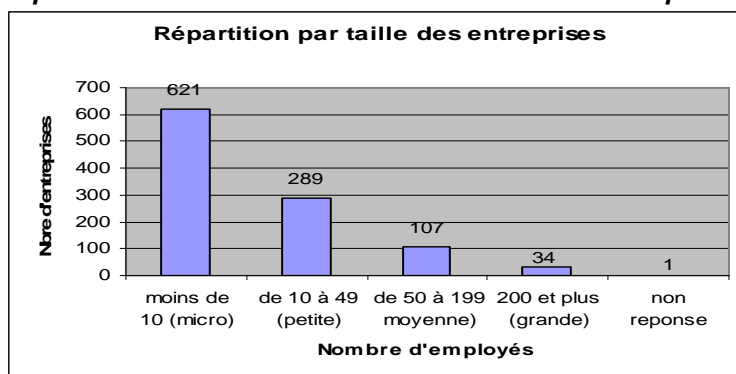


Source : ECI 2008

¹ La taille de l'échantillon national est passée de 616 entreprises l'année dernière à 1052 entreprises cette année.

La répartition de l'échantillon de l'étude suivant la taille des entreprises (graphique 1), montre que l'échantillon est constitué majoritairement de micros et petites entreprises et minoritairement de grandes entreprises. La taille d'une entreprise dans le cadre de cette étude est définie en fonction du nombre d'employés et selon les critères suivants : micro avec moins de 10 employés ; petite avec un nombre entre 10 et 49 ; moyenne avec un nombre entre 50 et 199 ; et grande avec 200 employés et plus.

Figure 2 : Répartition de l'échantillon suivant la taille des entreprises



Source : ECI 2008

A la lumière de ce graphique, on constate que 59 % des entreprises de l'échantillon sont des micros entreprises, 27,48 % sont des petites entreprises, 10,17 % sont des moyennes entreprises et 3,23 % sont des grandes entreprises. En faisant une répartition suivant la taille par province (tableau 2), on remarque que sur les 34 grandes entreprises de l'échantillon, 24 sont localisées dans le Littoral et contrairement à l'année dernière, les provinces de l'Ouest et du Grand Nord (Nord et Extrême Nord) sont représentées dans cette catégorie avec respectivement 1 et 2 entreprises.

Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par taille et par province

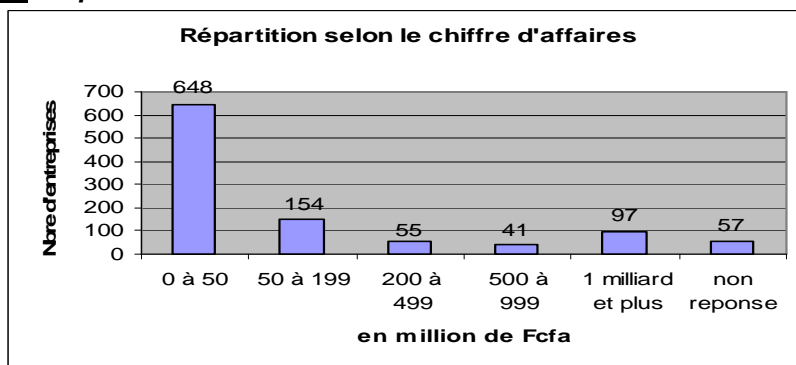
Taille entreprise	Centre	Littoral	Ouest	Nord et Extrême Nord	Nord Ouest	Total
Micro (moins de 10 employés)	85	75	148	180	133	621
Petite (de 10 à 49 employés)	88	82	56	44	19	289
Moyenne (de 50 à 199 employés)	14	70	13	5	5	107
Grande (200 employés et plus)	6	24	1	2	1	34
Non réponse	1	0	0	0	0	1
Total	194	251	218	231	158	1052

Source : ECI 2008

Ce tableau révèle également que sur les 231 entreprises de l'échantillon dans le Grand Nord, 96,97 % sont des micros et petites entreprises. Cette proportion est de 93,58% dans l'Ouest, 96,2 % dans le Nord Ouest et 89,17 % dans le Centre.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires (graphique 2), 61,5 % des entreprises de l'échantillon ont un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions de FCFA, 9,2 % ont un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard et 5,4 % n'ont pas communiqué leur chiffre d'affaires.

Figure 3 : Répartition de l'échantillon selon le chiffre d'affaires

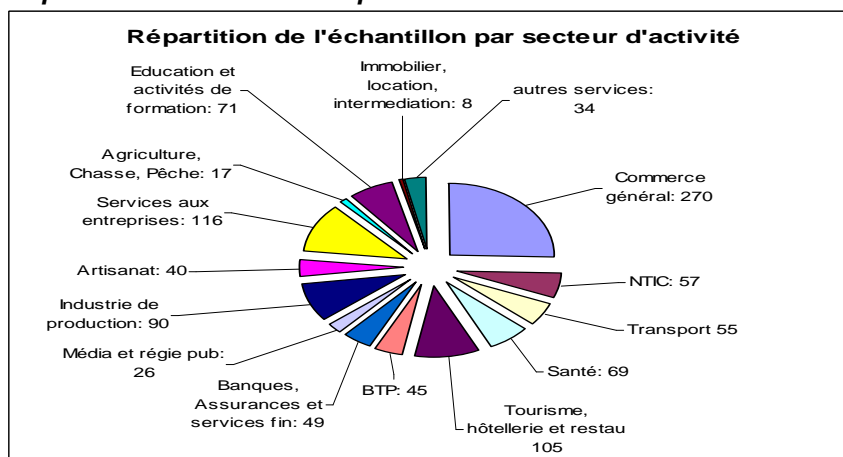


Source : ECI 2008

Sur les 648 entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 millions, 508 sont des micros entreprises (78,4 %). Parmi les 97 entreprises avec plus d'un milliard de chiffre d'affaires, 74 sont localisées dans la province du Littoral (76,2 %). 24 entreprises sur les 34 grandes entreprises (200 employés et plus) de l'échantillon (70,5 %) ont un chiffre d'affaires supérieur à un milliard.

Pour ce qui est du secteur d'activité (graphique 3), l'échantillon est reparti suivant 15 secteurs d'activités permettant une meilleure représentativité du tissu économique de notre zone d'étude.

Figure 4 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activité



Source : ECI 2008

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, le Commerce général vient en tête avec près de 25,6 % de l'échantillon, Il est suivi par le secteur des services aux entreprises (11 %), puis celui du Tourisme, Hôtellerie et Restauration (9,9 %) et des industries de production (8,5 %).

2.2.3 Méthode de sondage

La méthode de tirage de l'échantillon varie d'une province à l'autre en fonction des spécificités de chaque province. Mais dans l'ensemble, le choix des entreprises a été d'une part ciblé et d'autre part aléatoire.

2.3 COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNEES

2.3.1 Outils de collecte des données

Le principal outil de collecte utilisé pour réaliser cette enquête est un questionnaire constitué de 11 sections. Chaque section vise à cerner un domaine particulier notamment la réglementation, les infrastructures, la compétitivité, les capacités de production et d'innovation, le marché des facteurs de production, la productivité des facteurs de production, l'utilité des sources d'information et la perception du risque global d'investissement. D'autres outils ont été associés au questionnaire pour

faciliter le travail des enquêteurs, on peut citer les lettres d'introduction (GTZ, SNV, GICAM), les badges, le CD-ROM des résultats des années antérieures, le document de synthèse du rapport national de l'étude 2007.

2.3.2 Collecte des données

La collecte des données s'est déroulée entre les mois de Juillet et Septembre 2008 dans six provinces du Cameroun à savoir le Littoral, le Centre, l'Ouest, le Nord Ouest et le Grand Nord (Nord et Extrême Nord). Sa réalisation a nécessité la mobilisation de ressources humaines, financières et matérielles. Sa préparation a consisté à former des agents enquêteurs, à élaborer des stratégies de communication et de sensibilisation auprès des entreprises à enquêter et à mobiliser la logistique nécessaire pour l'enquête. Le suivi des agents enquêteurs était assuré par des encadreurs de la GTZ, de la SNV et du GICAM. Les techniques utilisées par les enquêteurs pour administrer le questionnaire étaient notamment :

- l'interview libre : le chef d'entreprise ou l'un de ses collaborateurs remplit le questionnaire et donne un rendez vous pour le retrait. L'envoi du questionnaire dans la structure à enquêter se fait le plus souvent par dépôt de l'agent enquêteur. Au moment du retrait, un contrôle du questionnaire est effectué pour s'assurer qu'il est bien rempli. En cas de mauvais remplissage, l'entreprise est contactée à nouveau pour une vérification et une nouvelle validation.
- l'interview auto assistée : le chef d'entreprise ou l'un de ses collaborateurs remplit le questionnaire lui-même en présence d'un enquêteur tout en posant des questions à ce dernier sur les zones d'ombres;
- l'interview directe : le questionnaire est rempli par l'enquêteur lui-même au cours d'un face à face avec le chef d'entreprise ou son collaborateur chargé de répondre aux questions posées.

Les données ainsi collectées ont été traitées et enregistrées dans la base de données Access prévu à cet effet.

2.3.3 Traitement des données

Le traitement des données après la collecte s'est fait en plusieurs étapes à savoir : la vérification et la codification des questionnaires, la saisie des données, et l'apurement du fichier de données. La vérification consistait à se rassurer à travers des contrôles que les questionnaires provenant du terrain étaient bien remplis (cohérence des réponses). Les questionnaires validés au cours de cette étape étaient ensuite codifiés. La codification consiste à attribuer un code à chaque questionnaire valide afin d'éviter d'éventuels doublons au moment de la saisie ou de l'enregistrement des données dans la base de données. Une fois la codification terminée, les questionnaires ont été saisis dans la base de données sous la supervision d'un responsable de saisie. La phase d'apurement s'est faite à travers des contrôles de cohérences sur le fichier de données après la saisie. Ces contrôles ont permis de corriger les erreurs de saisies en détectant les valeurs aberrantes et les valeurs manquantes. Des corrections ont été apportées d'une part grâce aux techniques de traitement de valeurs aberrantes et des valeurs manquantes, et d'autre part en ayant recours aux questionnaires mal saisis.

En ce qui concerne le traitement de la question relative aux problèmes rencontrés par les entreprises dans le cadre de leurs activités, nous nous sommes limité au premier problème évoqué par chaque entreprise et considéré comme le plus important. Après avoir recensé tous les problèmes évoqués (problème 1), nous les avons répartis dans neuf catégories (modalités) que nous avons définies à cet effet. Pour ce qui est des recommandations, nous avons pris en compte toutes les trois réponses évoquées par les entreprises en considérant qu'elles avaient le même poids. Nous avons également à ce niveau, réparti toutes les recommandations évoquées suivant neuf catégories.

2.4 DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés rencontrées au cours de cette étude ont été de plusieurs ordres à savoir :

- le refus catégorique de certaines entreprises de répondre au questionnaire ;
- l'indisponibilité des chefs d'entreprises ou de leurs collaborateurs ayant compétence à remplir le questionnaire ;
- la réticence des entreprises à fournir certaines informations sensibles (chiffre d'affaires, capital social, etc....) ;
- le non respect des rendez-vous par les chefs d'entreprises ;
- le doute sur la confidentialité des données collectées ;

- l'analphabétisme de certains chefs d'entreprise ;
- l'ignorance dans certaines villes, des commanditaires de l'étude notamment la GTZ et la SNV ;
- l'insuffisance des ressources matérielles (logistique) et financières ;
- la plainte des entreprises sur la longueur du questionnaire et l'absence de mécanisme efficace de décharge après dépôt du questionnaire ;
- les intempéries.

2.5 LA CONTRIBUTION DES CONSULTANTS LOCAUX

En appui aux conseillers des équipes du Programme GTZ-PADDL, de la SNV et du GICAM, deux consultants locaux (**AGRO-PME et Afrique Performance**) ont été mis à contribution pour :

- la coordination des opérations techniques de l'enquête au niveau national ;
- le contrôle de la qualité des rapports régionaux ;
- la rédaction du rapport national ;
- et la préparation des supports de présentation des résultats.

PARTIE II : ANALYSE DES INDICATEURS ET RESULTATS

CHAPITRE 1 : LES FACTEURS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS AYANT INFLUENCÉ LES ACTIVITÉS DE L'ENTREPRISE

En 2007, l'enquête sur la perception des entreprises concernant les facteurs économiques et financiers qui ont influencé leurs activités s'est focalisée sur :

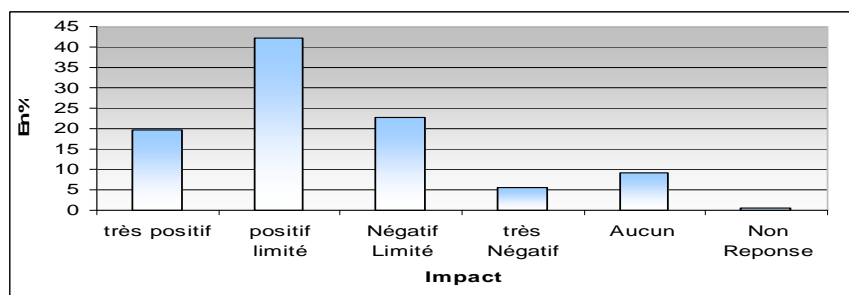
- la taille du marché national et de la sous-région CEMAC ;
- les pratiques concurrentielles déloyales (fraude, contrebande, contrefaçon) ;
- la politique budgétaire de l'Etat ;
- la politique monétaire, la disponibilité des financements ;
- l'environnement des affaires ;
- le coût du travail ;
- la productivité du travail.

1.1 LA TAILLE DU MARCHÉ

En considérant que l'ouverture sur la sous-région CEMAC contribue à élargir la base des marchés accessibles aux entreprises nationales, l'enquête a évalué l'impact du marché local et sous-régional sur l'évolution des activités des entreprises en 2007.

62 % des chefs d'entreprises attestent que la taille du marché national a eu un impact positif sur leurs affaires en 2007 ; résultat en nette progression par rapport à 2006 qui avait enregistré 60 % d'opinion sur l'impact positif. Les micro-entreprises tireraient plus avantage du marché local avec 64 % d'opinion positif contre 59 % pour les grandes et petites entreprises et 53 % pour les moyennes entreprises.

Figure 5 : Influence de la taille du marché national sur l'activité des entreprises



Au niveau des régions, les provinces de l'Ouest et du Littoral se distinguent par l'opinion mitigée des chefs d'entreprises par rapport à la taille du marché avec respectivement chacune 46,5 % et 49% d'avis positif contre 89 % et 72 % pour les entreprises des provinces du Nord-Ouest et Extrême-Nord qui se hissent au peloton de tête des régions dont les entreprises profitent le mieux de la taille du marché national.

En ce qui concerne le marché sous-régional, 59 % des entreprises estiment que la taille de ce marché n'a eu aucun impact sur leurs activités ; cette proportion était de 67 % en 2006. En dépit d'un recul de 8 points de la proportion des entreprises qui affirment ne percevoir aucun impact, la part de celles qui déclarent avoir eu un impact positif reste stable avec 26 % d'impact positif en 2006 et 2007.

Tableau 3 : Répartition par région de l'influence de la taille du marché sous-régional sur l'activité des entreprises

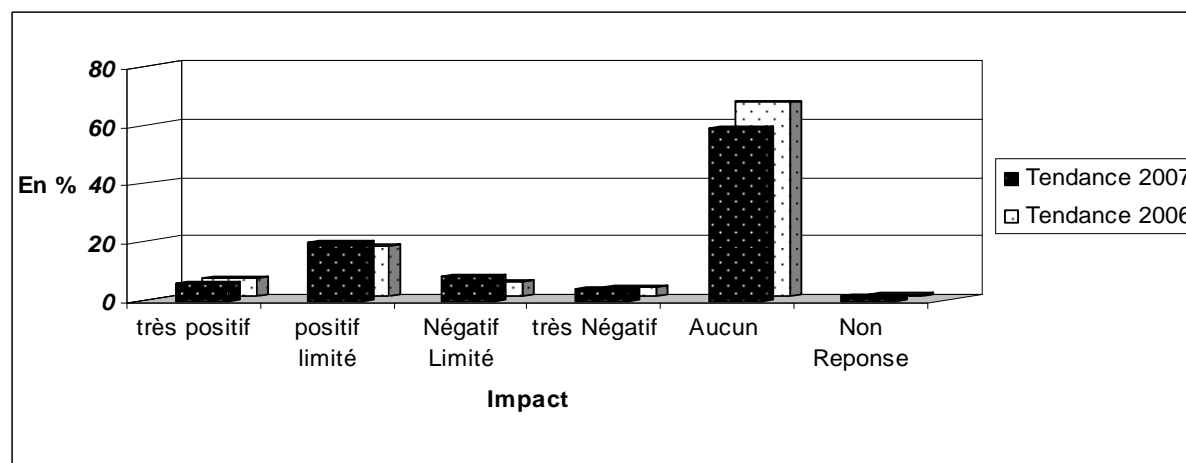
Région \ Impact	<i>très positif</i>	<i>positif limité</i>	<i>Négatif Limité</i>	<i>très Négatif</i>	<i>Aucun</i>	<i>Non Réponse</i>
Centre	2,59	16,58	3,63	4,66	68,39	4,15
Extrême-Nord	11,69	26,62	3,9	1,95	55,84	
Littoral	6,4	23,6	20	7,2	41,2	1,6
Nord	6,58	23,68	5,26	5,26	59,21	
Nord-Ouest	9,62	20,51	3,21	1,92	64,74	
Ouest	1,84	13,82	6,91	2,3	70,97	4,15
Tendance nationale 2007	6,02	20,27	8,32	4,02	59,37	2,01
Tendance nationale 2006	6,23	17,7	5,08	3,11	66,89	0,98

En général, il apparaît que le développement des entreprises du pays est fortement tributaire de la taille du marché national.

L'impact positif mitigé du marché sous-régional sur l'activité de ces entreprises laisse penser qu'il existe encore d'importantes marges de progrès en matière de commerce transfrontalier et d'intégration des économies des pays de la CEMAC.

Du côté des entreprises, la faible capacité à investir dans les marchés de la sous-région plus accessibles traduit à coup sûr leur faible compétitivité à l'exportation et suscite des interrogations sur leurs capacités réelles à tirer avantage des APE (Accords de Partenariat Economiques avec l'Union Européenne) signés cette année(2008) entre le Cameroun et l'UE.

Figure 6 : Evolution de l'influence de la taille du marché sous-régional sur l'activité des entreprises



Au niveau des provinces, les entreprises du Nord-Ouest, Nord et Extrême-Nord et du Littoral profiteraient mieux que celles des autres régions des marchés des pays de la sous-région en l'occurrence avec la CEMAC et le Nigeria, avec 30 % des entreprises qui déclarent en avoir eu un impact positif en 2007. Cette ouverture sur le marché sous-régional bénéficierait en l'occurrence à deux secteurs : l'industrie et le service aux entreprises enregistrent un résultat de 23 % de chefs d'entreprise confirmant un impact positif.

1.2 LE SECTEUR EXTERIEUR

Il est considéré ici la fraude, contrebande et contrefaçon, tous des facteurs relevant de la concurrence déloyale. Les entreprises considèrent ces facteurs comme un fléau majeur qui plombe leurs activités, fléau qui malheureusement ne recule que très lentement au Cameroun : 55 % des entreprises en 2007 contre 59 % en 2006 affirment que la contrebande, fraude et contrefaçon ont eu un impact négatif sur leurs activités.

Tableau 4: Répartition de l'influence de la fraude, contrebande et contrefaçon sur l'activité des entreprises

Type \ Impact	très positif	positif limité	Négatif Limité	très Négatif	Aucun	Non Réponse
Grande		3,12	34,38	25	34,38	3,12
Moyenne	0,97	0,97	20,39	33,01	42,72	1,94
Petite	2,06	1,03	25,43	27,84	41,58	2,06
Micro	0,65	2,59	23,95	26,86	45,15	0,81
Tendance nationale 2007	1,05	2,01	24,33	27,68	43,58	1,38
Tendance nationale 2006	1,8	1,96	20,95	28,97	45,34	0,98

Source : ECI 2008

En 2007, l'industrie et le commerce de gros et détail étaient les deux secteurs les plus affectés avec respectivement 63 et 64 % de chefs d'entreprises qui déclarent avoir subi un impact négatif. Les entreprises de l'Extrême-Nord et du Nord s'accommoderaient mieux à ce fléau que celles des autres régions avec respectivement 64,5 % et 52 % qui déclarent n'avoir aucun impact. En effet, ces deux provinces septentrionales sont réputées très exposées à la contrebande avec le Nigeria voisin.

L'ampleur des effets néfastes de la contrebande, fraude et contrefaçon sur les entreprises, traduit la faiblesse du système de régulation en matière de protection des consommateurs et des entreprises citoyennes. Les multiples commissions spécialisées de lutte contre le commerce illicite créé depuis 2005 tant au niveau de la Primature que du GICAM et les actions ponctuelles du Ministère du Commerce n'auraient jusqu'à présent aucune portée significative sur ce phénomène qui expose de nombreuses entreprises nationales à la faillite. Selon le Ministère du Commerce, ce fléau fait perdre chaque année à l'économie camerounaise plus de 100 milliards de FCFA².

Le contrôle de change par contre pour 72 % des entreprises n'a eu aucun impact sur leurs activités en 2007 et la tendance n'a évolué que très peu depuis 2006 qui affichait 79 %. Cependant les secteurs de l'industrie, tourisme et services aux entreprises seraient les plus affectés par le taux de change avec respectivement en 2007 19 %, 14 % et 13 % des entreprises de ces secteurs qui déclarent avoir eu un impact négatif dû à ce facteur.

Il s'agirait des entreprises dont les importations des matières premières ou les exportations seraient libellées en devises autres que l'Euro.

Dans tous les cas, il apparaît que la stabilité du taux de change grâce à la parité fixe FCFA/EURO n'aurait qu'un impact positif très faible sur les entreprises : seules 7 % des entreprises déclarent avoir eu un impact positif dû au taux de change en 2007.

1.3 POLITIQUE BUDGETAIRE DE L'ETAT

Les effets de la politique budgétaire de l'Etat sur les entreprises sont analysés à travers les prélèvements à caractère fiscal, les investissements publics en infrastructures et la politique fiscale.

Impact des impôts et charges fiscales sur l'activité des entreprises

- 86 % des entreprises estiment que ce facteur a pesé négativement sur leurs activités en 2007, pression qui persiste par rapport à 2006 (85 %) ;

²- Déclaration du Comité Adhoc de lutte contre la fraude. 22.06.2007 à Yaoundé.

- Quoique toutes les catégories d'entreprises dans toutes les régions du pays (6 provinces sur 10) partagent cet avis dans leur immense majorité, les grandes entreprises et les entreprises de la province du Nord-Ouest seraient les plus affectées, avec dans chacun des deux groupes 91 % d'opinion exprimant un impact négatif des charges fiscales sur leurs activités.

Tableau 5 : Influence des impôts et charges fiscales sur l'activité des différentes entreprises

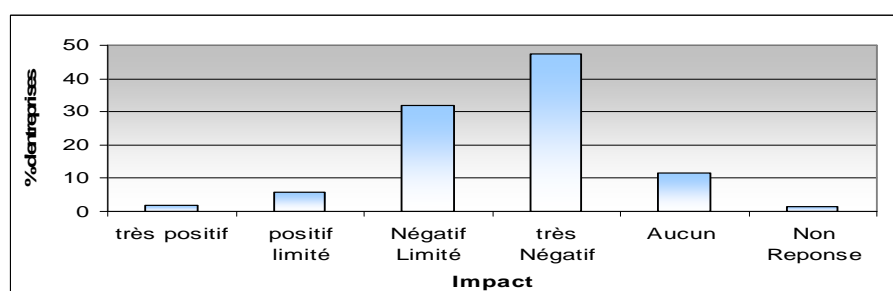
Type	très positif	positif limité	Négatif Limité	très Négatif	Aucun	Non Réponse
Grande	6,25		40,62	50	3,12	
Moyenne	2,91	6,8	39,81	45,63	4,85	
Petite	2,73	8,53	29,69	53,24	5,46	0,34
Micro	1,78	4,36	30,69	56,22	6,95	
Tendance nationale 2007	2,29	5,64	31,61	54,15	6,21	0,1
Tendance nationale 2006	0,98	4,08	29,08	55,88	9,97	

Source : ECI 2008

Impact de la politique fiscale sur l'activité des entreprises

La politique fiscale continue de peser sur l'entreprise : 79,4 % d'entreprise qui ont la perception d'impact négatif. Par rapport à 2006, l'étau fiscal ne s'est guère desserré (82 % d'impact négatif). Cet avis qui est largement partagé par les chefs d'entreprise sur l'étendu du pays n'épargne aucun secteur d'activité.

Figure 7 : Influence de la politique fiscale sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

C'est sans doute prenant conscience de la nécessité de se doter d'une politique fiscale plus incitative pour les investisseurs que l'Etat a créé en 2007 une commission sur les réformes fiscales (la commission NGAMO HAMANI Paul). La mise en œuvre des recommandations de cette commission ad hoc a été amorcée dans la loi de finance 2008. Il faut toutefois remarquer qu'avec un taux de pression fiscale de 12,8% en 2006, le Cameroun est relativement plus avantageux par rapport aux pays comme la Côte d'Ivoire (15,3%) et le Gabon (24%). La prépondérance de l'économie informelle concourt à restreindre l'assiette.

Les dépenses publiques en infrastructures

En 2007, c'est 40 % des entreprises qui déclarent n'en ressentir aucun impact sur leurs activités contre 24 % qui affirment avoir un impact positif. Par rapport à 2006, le résultat n'a pas évolué en dépit de l'augmentation substantielle du budget d'investissement public après l'atteinte du point d'achèvement PPTTE en 2006.

Les grandes entreprises (28 %) et les moyennes entreprises (26 %) auraient le plus bénéficié des investissements publics en infrastructures contrairement aux petites et micro-entreprises qui n'affichent respectivement que 23 et 24 % d'opinion positif sur l'impact des investissements publics sur leurs affaires.

Au niveau des provinces, les entreprises du Nord-Ouest (Bamenda) sont les plus pessimistes sur l'impact des dépenses d'investissement public sur leurs activités, elles ne sont que 4,5 % à reconnaître un impact positif contre 70,5 % qui affirment en subir un impact très négatif.

Tableau 6: Influence des dépenses publiques en infrastructures sur l'activité des entreprises selon les régions

<i>Région</i> \ <i>Impact</i>	<i>très positif</i>	<i>positif limité</i>	<i>Négatif Limité</i>	<i>très Négatif</i>	<i>Aucun</i>	<i>Non Réponse</i>
Centre	8,25	18,56	17,53	13,92	37,11	4,64
Extrême-Nord	11,69	15,58	9,74	10,39	52,6	
Littoral	8,4	9,6	18,8	24	37,2	2
Nord	3,95	17,11	13,16	14,47	51,32	
Nord-Ouest	2,56	1,92	20,51	70,51	4,49	
Ouest	9,22	26,27	23,5	11,52	27,19	2,3
Tendance nationale 2007	7,66	16,56	17,61	16,46	39,9	1,82
Tendance nationale 2006	7,03	19,44	15,2	13,56	43,46	1,31

Source : ECI 2008

1.4 LA POLITIQUE MONETAIRE

Sur la politique monétaire, deux indicateurs sont soumis à l'appréciation des chefs d'entreprise : le taux d'intérêt sur les crédits et le taux de change.

Taux d'intérêt

A l'échelle nationale seulement 10 % des entreprises estiment que le niveau du taux d'intérêt pratiqué par les institutions financières a eu un impact positif sur leurs activités contre 53 % qui déclarent que ce facteur n'a eu aucun impact. Par rapport à 2006, la tendance n'a pas connu d'amélioration significative.

L'impact négatif est particulièrement marqué dans les secteurs du commerce de gros et détail (42 %), industrie (37 %) et service aux entreprises (34 %). C'est aussi le cas des grandes et petites entreprises où l'impact négatif atteint respectivement la proportion de 47% et 39 %.

Tableau 7: Influence du taux d'intérêt sur l'activité des différentes entreprises selon les régions

<i>Type</i>	<i>Très positif</i>	<i>Positif limité</i>	<i>Négatif Limité</i>	<i>Très Négatif</i>	<i>Aucun</i>	<i>Non Réponse</i>
Grande	3,12	6,25	34,38	12,5	40,62	3,12
Moyenne	1,94	7,77	28,16	1,94	56,31	3,88
Petite	1,37	10,27	21,92	17,12	48,29	1,03
Micro	0,97	7,58	17,74	15,32	56,94	1,45
Tendance nationale 2007	1,34	8,5	21,01	15	52,72	1,43
Tendance nationale 2006	1,15	7,53	26,68	13,58	49,92	1,15

Source : ECI 2008

Taux de change

Au niveau national, 72 % des chefs d'entreprises affirment que le taux de change n'a aucun impact sur leurs activités, la même tendance est observée au niveau de toutes les régions.

Toutefois, l'impact négatif du taux de change est assez perceptible dans les secteurs de l'industrie (19 %), le tourisme, hôtellerie – restauration (14 %) et les services aux entreprises (13 %).

Le faible impact négatif du taux de change sur l'activité des entreprises tiendrait au fait que le courant des échanges des entreprises nationales se concentre dans la zone Euro, ce qui confirme la thèse de la faible compétitivité des entreprises nationales à l'exportation.

Si les chefs d'entreprises partagent dans leur grande majorité l'avis que le taux d'intérêt n'a aucun impact sur leur activité, il y a lieu pour l'Etat de se préoccuper de sa politique de crédit à l'économie dans un contexte où le taux de croissance stagne autour de 3% depuis ces deux dernières années.

L'ajustement à la baisse des taux d'intérêt au niveau de la BEAC suffira-t-il pour inciter les banques surliquides à délier le cordon de la bourse en faveur des entreprises ?

1.5 DISPONIBILITE DU CREDIT

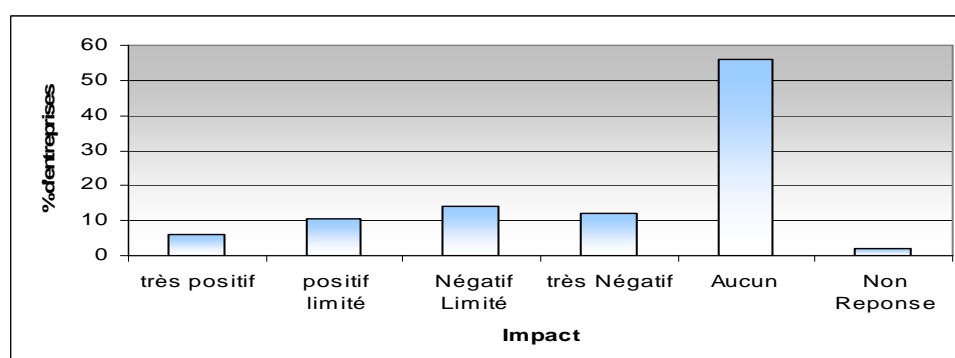
Le développement des entreprises est fortement tributaire de leur accès au crédit :

- crédit à long terme (LT) pour financer les investissements ;
- crédit à court terme pour financer l'exploitation.

Les banques jouent à ce titre un rôle fondamental pour l'appui financier à la création et au développement des entreprises.

56 % des entreprises à l'échelle nationale pensent que le crédit à long terme n'a eu aucun effet sur leurs activités contre 26% qui lui attribue un impact négatif. Par rapport à 2006, la situation ne s'est pas améliorée pour les entreprises.

Figure 8 : Influence de l'accès au crédit long terme sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

Les grandes et les moyennes entreprises (deux catégories qui accèdent plus facilement au crédit bancaire) sont les plus affectées avec respectivement 40 et 37 % qui font mention d'un impact négatif. La même tendance est observée sur l'accès au crédit à court terme par les deux catégories d'entreprises.

Tableau 8 : Influence de l'accès au crédit long terme de source locale sur l'activité des différentes entreprises

Type \ Impact	très positif	positif limité	Négatif Limité	très Négatif	Aucun	Non Réponse
Grande	3,12	15,62	25	15,62	40,62	
Moyenne	9,71	11,65	31,07	16,5	28,16	2,91
Petite	9,22	12,63	13,65	13,31	49,49	1,71
Micro	3,87	8,87	10,65	10,32	64,35	1,94
tendance 2007	5,92	10,4	13,93	11,93	55,92	1,91
tendance 2006	4,25	10,62	10,95	20,42	52,45	1,31

Source : ECI 2008

Au niveau des régions, l'absence d'impact du crédit est fortement exprimée par les entreprises dans quatre provinces sur six couvertes par l'étude : Nord (78 %), Nord-Ouest (74 %), Extrême-Nord (67 %) et de l'Ouest (56 %). C'est pratiquement le même cas de figure pour l'accès au crédit court terme.

Ce résultat confirme la récurrence de la difficulté des entreprises pour accéder au crédit à partir du système financier national. Habituellement, ce sont les PME qui sont les plus affectées, mais même les grandes entreprises elles aussi ne sont plus épargnées.

Une autre alternative est souvent le recours au crédit auprès des entreprises du même groupe.

Les grandes et les moyennes entreprises qui sont mieux prédisposées que les petites entreprises à recevoir des crédits en provenance de leur groupe se distinguent par leur position sur la crête d'impact négatif avec respectivement un score de 37 % et 34 %.

Le système bancaire national établit sa réputation selon laquelle «les banques camerounaises prêtent assez difficilement aux entreprises en dépit de leur surliquidité». Dans ce contexte, la marge de manœuvre pour relancer la croissance économique est fortement limitée. L'Etat doit-il laisser la responsabilité du financement des entreprises entre les mains des banques ? Les initiatives multiformes engagées en octobre 2008 par presque tous les pays industrialisés pour accroître l'offre de crédits aux entreprises afin de juguler les effets pervers de la crise du système financier international militent en faveur d'un rôle plus actif de l'Etat au Cameroun pour faciliter l'accès des entreprises au crédit et notamment les PME.

1.6 ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Deux facteurs sont analysés en rapport avec l'environnement des affaires : le cadre juridique et la corruption.

Le cadre juridique

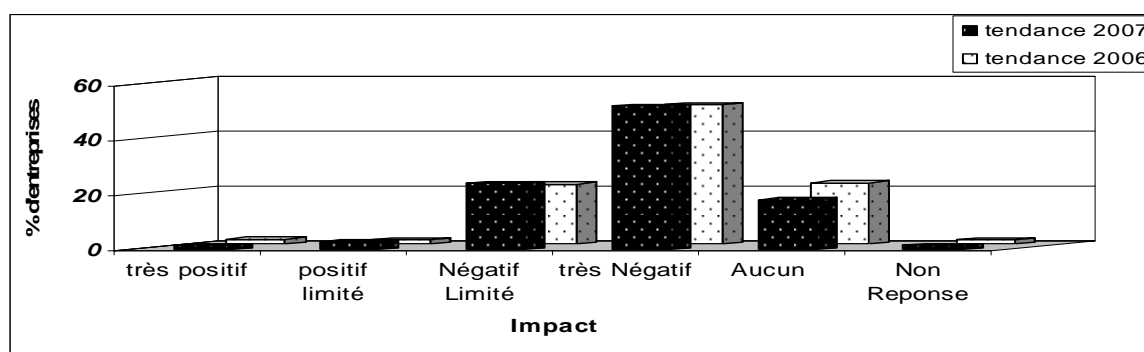
48 % des chefs d'entreprise estiment que le cadre juridique affecte négativement leurs affaires contre 28 % qui sont d'avis contraire. Comparé à 2006, cette tendance s'est maintenue à l'échelle nationale. Les grandes et moyennes entreprises sont les plus affectées avec dans chacune des catégories 59 % qui pensent avoir eu un impact négatif du cadre juridique sur leurs affaires.

Sur le plan géographique, ce sont les entreprises de Bamenda (Nord-Ouest) et Douala (Littoral) qui se plaignent le plus du cadre juridique : l'impact négatif y atteint respectivement les pics de 64 % et 55 %. Les entrepreneurs de la province anglophone auraient des difficultés inhérentes à la cohabitation du droit anglophone avec le droit francophone.

La corruption

Un peu plus de 76% des entreprises affirment que la corruption a eu un impact négatif sur leurs activités en 2007. Ce fléau national tend plutôt à s'amplifier si l'on se réfère au score de 2006 (73 %). Aucune catégorie d'entreprise n'est épargnée par les contrecoups de la corruption. Le phénomène est d'ampleur nationale, les entreprises s'en plaignent dans toutes les régions : Douala (83 %), Garoua et Centre (78 %), Bamenda (75 %), Ouest (72 %), Extrême-Nord (71 %).

Figure 9 : Influence de la corruption sur l'activité des entreprises. Tendances 2006 - 2007



Source : ECI 2008

Cette étude établit le faible impact des mesures prises jusqu'alors par le Gouvernement pour lutter contre la corruption et assainir les mœurs au Cameroun, constat qui est confirmé par le classement 2008 de Transparency International. C'est l'Etat, le secteur privé et la société civile qui devraient conjuguer leurs efforts pour faire reculer ce fléau qui continue de plomber le climat des investissements au Cameroun. Par rapport au cadre juridique, l'application du droit OHADA qui

devrait améliorer les choses est fortement tributaire du bon fonctionnement de l'appareil judiciaire, conditions qui est loin d'être remplies actuellement.

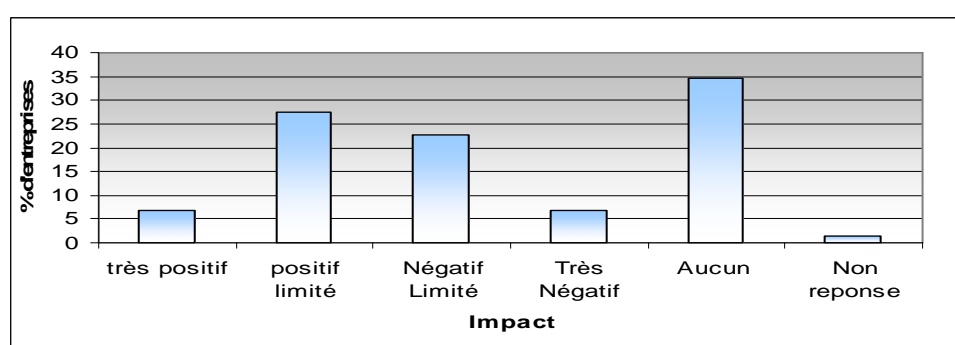
1.7 LE COUT DU TRAVAIL

La délocalisation des entreprises des pays industrialisés vers les pays émergents est souvent justifiée par les chefs d'entreprise par le coût du travail. L'influence du facteur coût de travail est analysée dans cette étude à travers la perception des entrepreneurs sur le niveau général des salaires et sur le coût du personnel qualifié.

Niveau général des salaires

Les entreprises ont des avis assez partagés sur la question : c'est un tiers qui se prononce en faveur d'un impact positif et pareil pour l'absence d'impact, du niveau général des salaires sur leurs activités. Cette attitude mi-figue mi-raisin des entreprises vis-à-vis du niveau général des salaires est latente depuis 2006.

Figure 10 : Influence du niveau général des salaires sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

C'est dans le Nord-Ouest et l'Extrême-Nord que les entreprises enregistrent le taux d'indifférence le plus élevé avec respectivement 53 % et 42 % qui estiment que le niveau général des salaires n'a aucun impact sur leurs activités. Les provinces du Centre (42 %) et de l'Extrême-Nord (39 %) par contre se distinguent par le meilleur score d'impact positif.

Les secteurs formation – éducation (44 %), et services aux entreprises (30 %) seraient les plus affectés négativement par le niveau général des salaires.

Coût du personnel qualifié

Une fois de plus, les avis des chefs d'entreprises sont assez partagés sur l'impact positif (28 %) et l'impact négatif (29 %) du coût du personnel qualifié sur leurs activités, résultat qui n'a pas évolué significativement par rapport à 2006.

Tableau 9: Influence du coût du personnel qualifié sur l'activité des différentes entreprises

Type	Très positif	Positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Grande	12,9	29,03	16,13	6,45	35,48	
Moyenne	9,8	28,43	20,59	7,84	32,35	0,98
Petite	7,51	25,94	24,23	5,8	34,47	2,05
Micro	4,69	18,28	24,27	4,69	46,12	1,94
Tendance nationale 2007	6,23	21,74	23,66	5,36	41,19	1,82
Tendance nationale 2006	8,33	25,33	27,78	2,78	35,29	0,49

Source : ECI 2008

La tendance est cependant plus tranchée avec les grandes entreprises : 40 % affirment que ce facteur a eu un impact positif sur leurs affaires en 2007. En considérant l'analyse par secteur d'activité, c'est plus du 1/3 des entreprises dans le tourisme – hôtellerie - restauration (34 %), services aux

entreprises (34 %) et formation – éducation (32 %), l'industrie (31 %) qui est négativement affecté par le coût du personnel qualifié.

Les régions les plus affectées par ce facteur seraient le Centre et le Littoral qui enregistrent respectivement 25 % et 37 % des entreprises n'ayant constaté aucun impact.

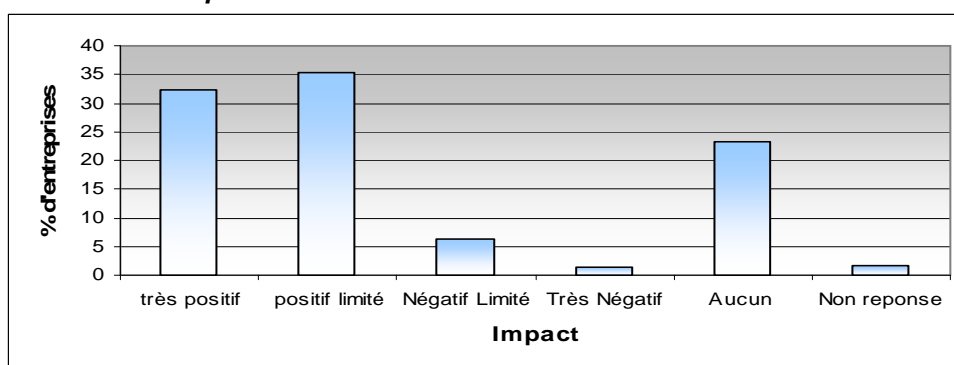
La déréglementation des salaires dans le secteur privé a été consacrée avec le code du travail de 1992, qui permet à l'employé de négocier son salaire de gré à gré avec l'employeur. Il faut aussi remarquer que la forte concentration des Universités et grandes écoles (cas du Centre) et des migrants (cas de l'Extrême-Nord) dans une localité affecterait positivement le niveau général des salaires.

1.8 QUALIFICATION DU PERSONNEL DES ENTREPRISES

La qualification des cadres camerounais est globalement appréciée par les chefs d'entreprise et par rapport à 2006 la tendance est à une nette amélioration:

- 68 % des entreprises affirment que la qualification des cadres camerounais a eu un impact positif sur leurs activités en 2007. Cette proportion était de 58 % en 2006.

Figure 11 : influence de la qualification des cadres camerounais sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

- L'impact positif est toutefois plus marqué auprès des moyennes entreprises (89 %) et des grandes entreprises (84 %) ;
- Les BTP (87 %) et l'industrie (81%) se situent en tête de liste des secteurs où la qualification des cadres nationaux est fortement appréciée ; par contre le commerce général et l'immobilier - intermédiation avec respectivement 55% et 51% d'impact positif sont les secteurs les plus nécessiteux en matière de main d'œuvre qualifiée.

Tableau 10: Influence de la qualification des cadres camerounais sur l'activité des différentes entreprises

Type	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Grande	46,88	37,5			15,62	
Moyenne	44,66	44,66	4,85		4,85	0,97
Petite	32,08	39,93	6,14	1,37	18,43	2,05
Micro	29,68	31,61	6,77	1,61	28,87	1,45
Tendance nationale 2007	32,35	35,4	6,2	1,34	23,19	1,53
Tendance nationale 2006	22,96	34,69	8,63	0,81	32,57	0,33

Source : ECI 2008

Au niveau des régions, c'est dans les provinces du Nord (Garoua) et de l'Extrême-Nord que la qualification des cadres nationaux serait la moins perceptible sur l'activité des entreprises : le score pour l'absence d'impact atteint 51 % dans le Nord et 41 % dans l'Extrême-Nord.

Qualification des cadres expatriés (étrangers)

74 % des entreprises sur le plan national pense que la qualification des cadres expatriés n'a aucun impact sur leurs activités. Ce résultat confirme le fait que l'offre nationale en cadres qualifiés est assez satisfaisante pour les chefs d'entreprise. Le recrutement des cadres expatriés reste l'apanage des grandes et moyennes entreprises. C'est dans ces deux catégories d'entreprises que l'impact positif est significatif : 62,5 % dans les grandes entreprises et 52 % dans les moyennes entreprises.

L'industrie (29 %), les banques-assurances et services financiers (28%) et les services aux entreprises (21 %) sont les trois secteurs qui font le plus appel aux cadres expatriés et où l'impact positif de leur recrutement serait significatif.

Tout porte à croire que le personnel qualifié national est assez compétitif auprès des entreprises (en coût et qualité) par rapport aux expatriés. C'est une bonne perspective pour le marché de l'emploi qui serait en demande pour le personnel qualifié. Le recul du taux de chômage passe inéluctablement par la professionnalisation accrue des systèmes d'enseignement et la promotion des formations professionnelles.

CHAPITRE II : L'IMPACT DES INFRASTRUCTURES SUR LES COÛTS DE L'ENTREPRISE

Les infrastructures considérées dans l'étude concernent : le transport routier, ferroviaire et aérien, l'alimentation en électricité et eau, l'accès aux services.

2.1 L'IMPACT DES SERVICES DE TRANSPORT

Transports routiers

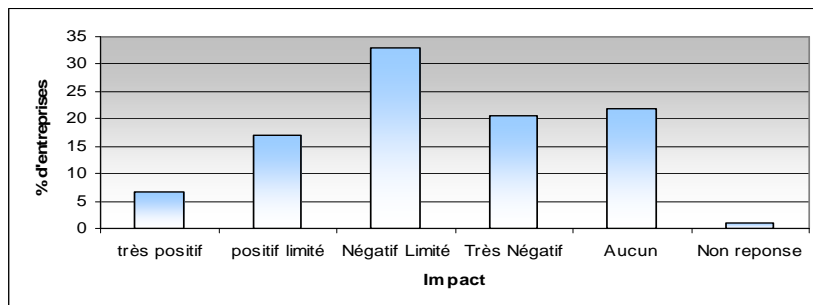
En 2007, 53,5 % des entreprises estiment que les infrastructures routières ont pesé négativement sur leur exploitation ; cette proportion était de 51 % en 2006. Ce résultat qui stagne, serait imputable au mauvais état des routes et aux difficultés d'accès aux marchés d'approvisionnement et de consommation. Les entreprises en sont affectées avec plus d'acuité dans trois provinces : l'Ouest (67 %), Extrême-Nord (64,5 %) et le Nord (58 %). Les grandes entreprises semblent moins affectées (47 %), contrairement aux micro-entreprises qui sont les plus touchées (56 %).

Tableau 11: Répartition de l'influence des transports routiers sur l'activité des différentes Entreprises

Type \ Impact	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Grande	6,25	25	37,5	9,38	21,88	
Moyenne	11,54	22,12	34,62	15,38	15,38	0,96
Petite	8,84	17,01	27,89	21,77	22,79	1,7
Micro	4,67	15,62	34,94	21,42	22,71	0,64
Tendance nationale 2007	6,57	16,94	33,02	20,55	21,98	0,95
Tendance nationale 2006	4,08	17,29	29,69	21,53	26,59	0,82

Source : ECI 2008

Figure 12: Influence des transports routiers sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

Transports ferroviaires :

Contrairement au transport routier, le transport ferroviaire n'a qu'un impact marginal sur les coûts des entreprises au Cameroun :

- 76 % des entreprises attestent que ce facteur n'a aucun impact sur leurs activités ;
- L'impact négatif est surtout exprimé par les moyennes entreprises (31 %) et les grandes entreprises (25 %), en l'occurrence les entreprises installées dans les provinces du Nord (35,5 %) et l'Extrême-Nord (23 %).

Transport aérien :

Le transport aérien aurait aussi un impact relativement faible sur le coût d'exploitation des entreprises :

- pour 68 % des chefs d'entreprise ce mode de transport n'a aucun impact sur leurs activités ;
- les grandes entreprises (34 %) et les moyennes entreprises (33%) seraient les catégories les plus affectées négativement, en l'occurrence les entreprises du Nord (33%).

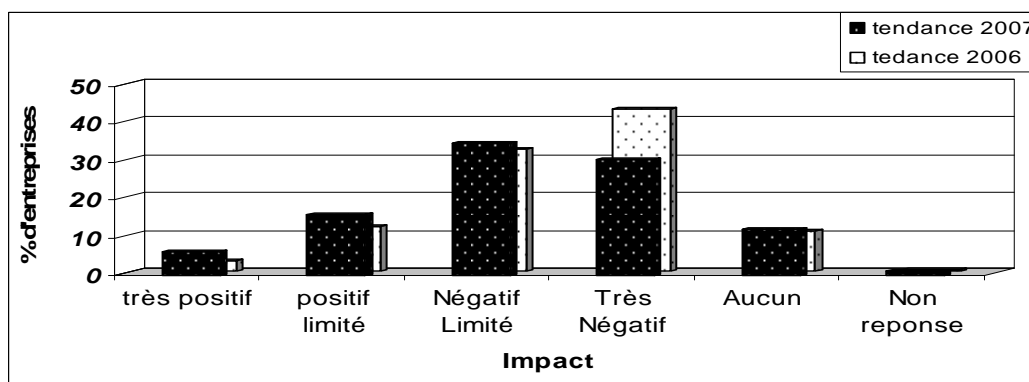
L'enquête confirme la faiblesse du service de transport ferroviaire au Cameroun quoiqu'il soit la principale voie de desserte praticable en toute saison reliant le sud Cameroun aux trois provinces septentrionales. Les chefs d'entreprise le classent curieusement dans le même registre que le service de transport aérien en terme d'absence d'impact sur leurs coûts d'exploitation. La mise en veilleuse des activités de la CAMAIR et la difficulté des compagnies privées nationales à prendre le relais devrait accentuer l'impact négatif du transport aérien sur les entreprises du grand nord.

2.2 L'IMPACT DE L'ALIMENTATION EN ELECTRICITE ET EAU

Alimentation en électricité :

Avec 65 % en 2007 contre 75 % en 2006, l'impact négatif de l'alimentation en électricité est en nette régression même si cette situation reste décriée par 2/3 des entreprises à l'échelle nationale. Les entreprises de l'Ouest seraient les plus affectées (75 %) et celles du Littoral (Douala) les mieux loties (50 %). Les grandes entreprises demeurent dans cette catégorie les plus touchées, avec 69 % qui affirment subir un impact négatif.

Figure 13 : Evolution de l'influence de l'alimentation en électricité sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

Dans les localités desservies en électricité, les entreprises déplorent en l'occurrence les baisses fréquentes de tension, les coupures intempestives, le délestage et surtout le coût élevé du Kw/h. La conjugaison de ces déficiences sur le service concourt à renchérir les coûts de production dans les entreprises. Les secteurs les plus touchés sont par ordre : tourisme – hôtellerie – restauration (76 %) et industrie (73 %).

Tableau 12: Répartition par région de l'influence de l'alimentation en électricité sur l'activité des entreprises

Type \ Impact	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Centre	8,76	17,53	26,8	29,9	14,95	2,06
Extrême-Nord	8,39	9,68	32,26	36,13	13,55	
Littoral	7,57	23,11	43,43	17,13	7,57	1,2
Nord	2,63	9,21	30,26	28,95	28,95	
Nord-Ouest	5,7	12,66	33,54	34,81	11,39	1,9
Ouest	0,92	15,21	35,48	39,63	7,83	0,92
Tendance nationale 2007	5,9	15,89	34,63	30,45	11,99	1,14
Tendance nationale 2006	2,78	11,6	32,03	42,81	10,46	0,33

Source : ECI 2008

Approvisionnement en eau :

37 % des entreprises pensent que la fourniture en eau courante a un impact négatif sur leur coût de production, traduisant un léger recul de 3,5 points par rapport à 2006. Les grandes entreprises sont les plus affectées (56 %), la province de l'Ouest (46 %) s'inscrit dans le même registre.

AES-SONEL a réalisé de réels efforts pour améliorer l'offre et la qualité du service en électricité, mais qui malheureusement ne couvrira pas d'aussitôt le déficit structurel du pays. Les villes comme Douala et Yaoundé souffrent certes de moins en moins de délestage, mais plusieurs provinces continuent à en subir.

Le secteur de l'eau au Cameroun est aussi en pleine mutation marquée par la privatisation de la SNEC en 2007 et le lancement d'un important projet soutenu par la Banque Mondiale (projet développement urbain et eau).

2.3 L'IMPACT DES AUTRES SERVICES

Les services postaux :

Les services postaux auraient un impact plutôt assez faible sur les entreprises au Cameroun :

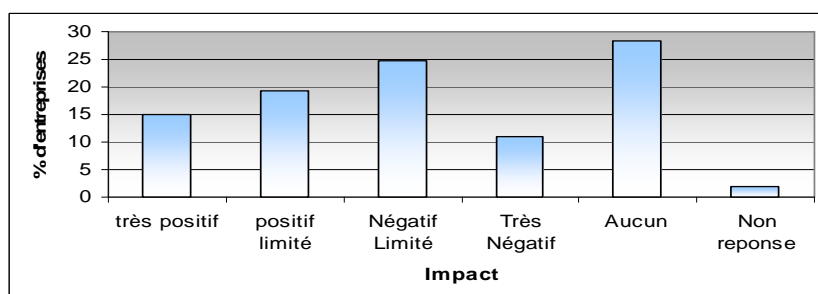
- 62 % des chefs d'entreprises déclarent que ce service n'a aucun impact sur leurs coûts ;
- cette tendance est assez marquée sur les entreprises du Nord-Ouest (75 %) et de l'Ouest (67 %) ;
- l'impact positif est signalé surtout dans la catégorie des grandes entreprises (34 %) et des entreprises moyennes (29 %).

Le service public postal (CAMPOST) traverse une crise profonde depuis plusieurs années, le relais est assuré par les entreprises privées qui essaient de prendre la part de marché délaissée par la poste. Cependant, la détérioration de l'offre serait mitigée par la généralisation du courrier électronique plus compétitif pour les entreprises.

Services de Télécommunication et accès à Internet

Il est de plus en plus admis que les télécommunications (téléphone, TIC...) sont des services à forte valeur ajoutée sur la compétitivité des entreprises. Au plan national, 1/3 des entreprises ont la perception que l'accès à ce service a eu un impact positif sur leurs coûts de production ; résultat en recul de 6 points par rapport à 2006.

Figure 14: Influence des services de Télécom et Internet sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

Cependant l'impact positif est plus marqué dans les moyennes entreprises (52 %) et les petites entreprises (40 %). Dans le même registre, les entreprises de l'arrière pays (Nord, Ouest, Extrême-Nord et Nord-Ouest) restent à la traîne.

Tableau 13: Influence des services de Télécom et Internet sur l'activité des entreprises selon les régions

Impact Type	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Centre	18,04	26,29	23,2	10,82	18,56	3,09
Extrême-Nord	10,97	13,55	23,87	9,03	42,58	
Littoral	27,89	17,13	31,08	9,96	11,95	1,99
Nord	10,53	17,11	17,11	9,21	46,05	
Nord-Ouest	10,13	18,99	3,16	3,8	62,03	1,9
Ouest	5,07	20,28	37,79	19,82	14,75	2,3
Tendance nationale 2007	14,94	19,22	24,74	11,04	28,26	1,81
Tendance nationale 2006	12,38	27,69	25,08	8,63	25,9	0,33

Source : ECI 2008

En matière de service de téléphonie, des progrès remarquables ont été réalisés ces dernières années avec les opérateurs privés (ORANGE et MTN) et la diversification des services de CAMTEL (City Phone). Cependant, comparativement aux pays comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, les coûts restent élevés. Le service d'accès à l'Internet demeure aussi peu compétitif et la fracture numérique entre d'une part les grandes villes et d'autre part les villes secondaires et les zones rurales reste très importante.

La promotion des Télécentres Communautaires et la connexion sur la fibre optique pourraient donner une forte impulsion sur l'offre et la compétitivité des services de TIC au Cameroun.

Conditions d'accès à la propriété foncière

36 % des entreprises pensent que les conditions d'accès à la propriété foncière affectent négativement leurs coûts. Les grandes entreprises sont les plus touchées (47 %). Ce phénomène est ainsi ressenti avec un grand accent dans les provinces de l'Extrême-Nord (47 %) et du Nord (46 %).

Tableau 14: Influence des conditions d'accès à la propriété foncière sur l'activité des entreprises selon les régions

Impact Type	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Centre	3,09	10,31	18,56	17,53	44,85	5,67
Extrême-Nord	8,39	15,48	25,16	21,94	29,03	
Littoral	1,59	8,37	20,32	7,17	59,36	3,19
Nord		14,47	23,68	22,37	39,47	
Nord-Ouest	4,43	12,03	25,32	8,23	46,2	3,8
Ouest	2,31	12,04	19,91	16,67	45,37	3,7
Tendance nationale 2007	3,33	11,52	21,62	14,48	45,9	3,14
Tendance nationale 2006	2,78	7,36	19,64	17,68	50,74	1,8

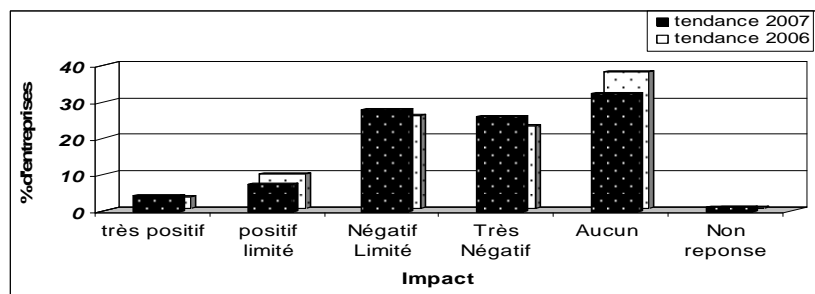
Source : ECI 2008

Approvisionnement en carburant

Le carburant (essence, gasoil) pèse fortement sur les coûts des entreprises. L'impact négatif apparaît comme une tendance lourde sur toutes les catégories d'entreprises et dans presque toutes les régions :

- 54 % se prononcent pour l'impact négatif en 2007 contre 49 % en 2006 ;
- la cote atteint 75 % à l'Ouest et 62 % dans le secteur de l'industrie ;

Figure 15 : Tendence de l'influence de l'approvisionnement en carburant sur l'activité des entreprises 2006 - 2007



Source : ECI 2008

Toutefois, les entreprises de l'Extrême-Nord et du Nord se distinguent par le score le plus fort pour l'absence d'impact ; position privilégiée qui tiendrait à la prépondérance de la contrebande sur le carburant moins cher en provenance du Nigeria voisin.

Tableau 15 : Influence de l'approvisionnement en carburant sur l'activité des entreprises selon les régions

Type	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Centre	6,19	12,89	24,74	24,74	28,35	3,09
Extrême-Nord	3,87	5,81	16,77	18,06	55,48	
Littoral	5,18	11,95	34,66	14,74	32,27	1,2
Nord	1,32	6,58	28,95	18,42	44,74	
Nord-Ouest	6,37	3,82	29,3	32,48	26,75	1,27
Ouest	1,84	1,38	29,95	45,16	20,28	1,38
Tendance nationale 2007	4,38	7,43	28	26,29	32,57	1,33
Tendance nationale 2006	3,26	9,77	25,73	22,96	37,79	0,49

L'ascension du prix du carburant s'est poursuivie en 2007 pour atteindre le niveau record de 145 \$US le baril juillet 2008. Le repli des cours observé depuis le début du quatrième trimestre de l'année sera d'un réel soulagement pour les entreprises nationales et surtout pour l'Etat qui a été secoué en début d'année par une crise sociale déclanchée par la flambée du prix du carburant à la pompe.

Services de santé

Les services de santé peuvent affecter les coûts des entreprises à cause des effets directs sur la productivité et la disponibilité du personnel d'une part et d'autre part sur les charges consécutives aux coûts des soins des employés supportés par ces dernières.

L'avis des entreprises reste cependant assez partagé entre l'impact négatif (23 %) et l'impact positif (26 %) :

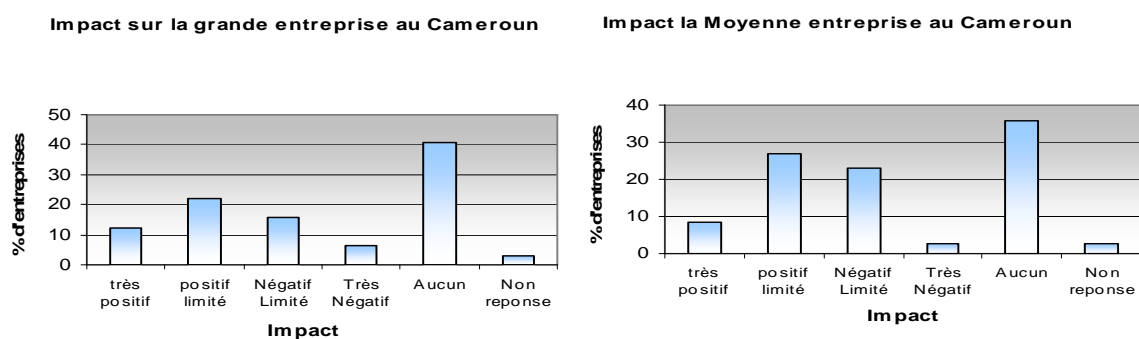
- les grandes entreprises (34,5 %) et les entreprises moyennes (36 %) ressentent mieux que les autres catégories, l'impact positif des services de santé disponibles. C'est évidemment dans ces deux catégories d'entreprise qu'il y a un grand souci pour la protection des employés (assurance maladie, médecine d'entreprise, etc.) ;
- les entreprises des provinces du Nord-Ouest (Bamenda) et de l'Extrême-Nord s'inscrivent dans le même registre avec respectivement 37 % et 33 % d'impact positif.

Tableau 16: Influence des services de santé sur l'activité des entreprises selon les régions

Type \ Impact	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Centre	5,67	21,13	15,98	10,31	41,75	5,15
Extrême-Nord	13,55	19,35	21,29	2,58	43,23	
Littoral	6,77	14,34	17,13	3,98	54,98	2,79
Nord	11,84	13,16	14,47	6,58	53,95	
Nord-Ouest	15,82	20,89	15,19	1,9	44,3	1,9
Ouest	2,3	15,67	18,43	6,91	50,23	6,45
Tendance nationale 2007	8,37	17,51	17,32	5,42	48,14	3,24
Tendance nationale 2006	4,9	18,3	24,84	6,05	44,93	0,98

Source : ECI 2008

Figure 16 : Influence des services de santé sur l'activité de certaines entreprises



Source : ECI 2008

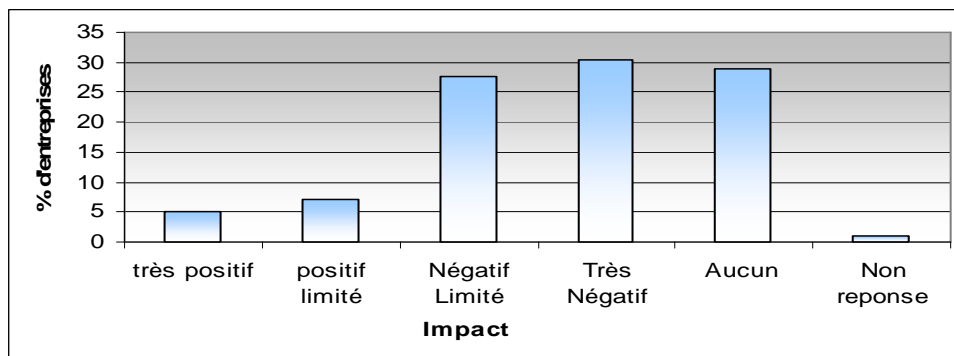
CHAPITRE III : L'IMPACT DU SECTEUR INFORMEL, PUBLIC ET PRIVÉ SUR LA PERFORMANCE DE L'ENTREPRISE

3.1 LE SECTEUR INFORMEL

Le secteur informel qui a pris de l'ampleur ces dernières années avec la persistance du chômage constitue une réelle menace pour les entreprises légalement établies :

- 58 % des entreprises attestent en effet que le secteur informel a des répercussions négatives sur leur performance, et aucun changement n'a été observé sur la situation par rapport à l'année 2006 ;

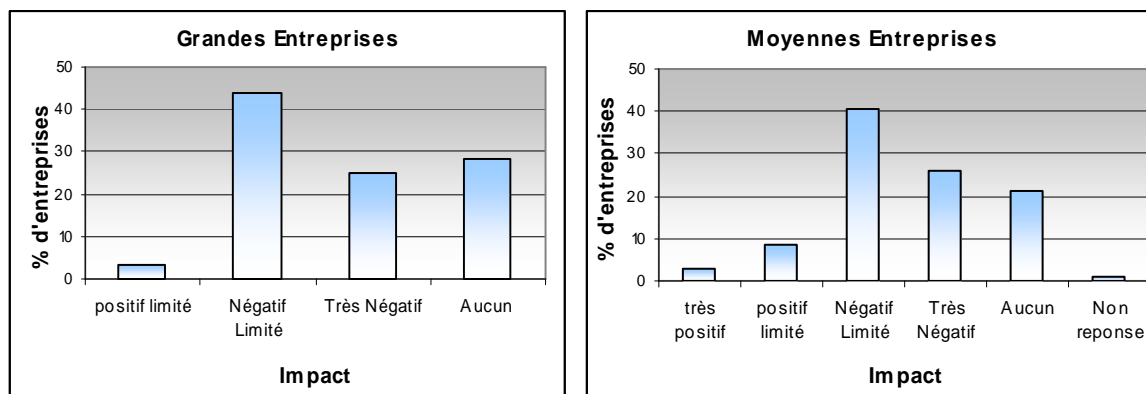
Figure 17 : Influence du secteur informel sur l'activité des entreprises



Source : ECI 2008

Si aucune catégorie d'entreprise n'est épargnée, les grandes entreprises (69 %) et les moyennes (66 %) sont les plus affectées, c'est aussi le cas des entreprises des provinces du Littoral (64 %) et de l'Ouest (65 %).

Figure 18: Influence du secteur informel sur l'activité des grandes et moyennes entreprises



Source : ECI 2008

Ce phénomène a une répercussion relativement importante sur le secteur de l'industrie, avec 69 % des entreprises qui subissent les contrecoups du secteur informel.

Tableau 17: Influence du secteur informel sur l'activité des entreprises

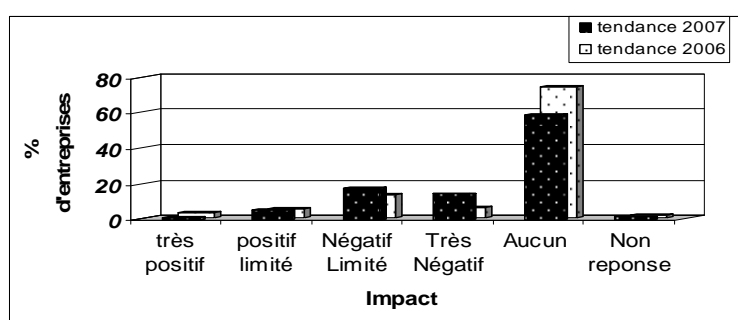
Type \ Impact	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Grande		3,12	43,75	25	28,12	
Moyenne	2,88	8,65	40,38	25,96	21,15	0,96
Petite	7,17	7,85	24,57	33,79	24,91	1,71
Micro	4,84	6,61	25,97	29,84	32,1	0,65
Tendance nationale 2007	5,15	7,05	27,55	30,41	28,88	0,95
Tendance nationale 2006	5,54	8,47	23,13	33,55	29,15	0,16

Source : ECI 2008

3.2 IMPACT DES SUCCURSALES DES FIRMES ETRANGERES IMPLANTEES AU CAMEROUN

59 % des entreprises au niveau national pensent que les succursales des firmes opérant sur le marché local n'ont aucun impact sur leurs performances, contre 1/3 qui se prononcent pour un impact négatif. Comparativement à 2006 qui a enregistré un taux de 18 %, l'impact négatif des firmes étrangères tend à s'accroître sur les entreprises locales. Cette évolution va probablement persister avec l'entrée en vigueur des Accords de Partenariat Economique, nos entreprises devraient donc mieux se préparer pour ne pas plus en souffrir le moment venu.

Figure 19 : Influence des succursales des firmes étrangères sur l'activité des entreprises. Tendances 2006 - 2007



Source : ECI 2008

Les grandes (62,5%) et les moyennes entreprises (56 %) sont les plus affectées négativement par l'implantation des filiales des firmes étrangères. A l'évidence, cette catégorie d'entreprises se trouve en général en situation de concurrence avec les firmes étrangères dans la mesure où elles visent les mêmes marchés.

Tableau 18: Influence des succursales des firmes étrangères produisant localement sur l'activité des entreprises

Type \ Impact	très positif	positif limité	Négatif Limité	Très Négatif	Aucun	Non réponse
Grande		9,38	28,12	34,38	28,12	
Moyenne	1,92	4,81	27,88	27,88	33,65	3,85
Petite	1,71	6,85	19,18	14,04	56,16	2,05
Micro	0,81	5,33	14,7	11,79	66,24	1,13
Tendance nationale 2007	1,15	5,83	17,67	14,71	59,03	1,62
Tendance nationale 2006	2,45	4,57	12,56	5,87	73,57	0,98

Source : ECI 2008

L'impact négatif est aussi bien marqué dans les secteurs du commerce de gros et détail (34 %) et dans l'industrie (42 %). Il en est de même des entreprises des provinces du Littoral (59 %) et du Nord-Ouest (47 %).

3.3 LES ENTREPRISES PUBLIQUES

En général, les entreprises publiques qui sont de grands donneurs d'ordres, ont la réputation de ne pas respecter les délais de paiement de leurs fournisseurs. En outre, jusqu'en 2007, la Direction des Impôts leur avait concédé l'avantage de retenir à la source la TVA sur tous leurs fournisseurs. En se limitant à ces deux éléments, ces entreprises peuvent avoir un impact négatif sur les opérateurs économiques privés (une sorte d'abus de position dominante).

Sur la période 2006-2007, c'est à peu près 2/3 des entreprises qui affirment que les entreprises publiques n'ont eu aucun impact sur leurs performances. Toutefois, la proportion qui estime ressentir un impact négatif quoiqu'en net recul par rapport à 2006 s'évalue à 22 %. Les grandes (47 %) et les moyennes entreprises (33 %) en sont les plus affectées. C'est en général ces catégories qui entretiennent des relations d'affaires avec les entreprises publiques.

Tableau 19: Influence des entreprises publiques sur l'activité des différentes entreprises

Type	<i>très positif</i>	<i>positif limité</i>	<i>Négatif Limité</i>	<i>Très Négatif</i>	<i>Aucun</i>	<i>Non réponse</i>
Grande	3,12	9,38	25	21,88	40,62	
Moyenne	0,96	6,73	17,31	14,42	57,69	2,88
Petite	5,12	12,29	13,99	11,6	55,63	1,37
Micro	2,42	6,94	9,19	8,87	71,29	1,29
Tendance nationale 2007	3,05	8,48	11,82	10,58	64,63	1,43
Tendance nationale 2006	2,12	12,7	11,73	7	65,96	0,49

Source : ECI 2008

Le secteur informel, la contrebande – fraude – contrefaçon, apparaissent comme la plus grande menace sur les entreprises comparativement aux firmes étrangères et les entreprises publiques dont les effets néfastes sont d'assez faible portée sur le secteur privé national. Dans tous les cas, les grandes et les moyennes entreprises en sont les premières victimes.

CHAPITRE IV : LES RELATIONS ENTRE L'ADMINISTRATION ET LES OPÉRATEURS PRIVÉS

Les indicateurs considérés permettent d'apprécier :

- le climat général de confiance entre les opérateurs économiques et l'Administration ;
- le niveau du dialogue public-privé ;
- les coûts des transactions induits par les relations avec les services publics les plus fréquentés par les entreprises (douanes et impôts notamment).

A cet effet, l'étude a retenu cinq critères :

- l'interprétation des lois et règlements par les opérateurs privés ;
- le délai de dédouanement des marchandises au port de Douala ;
- le temps consacré dans les relations avec l'Administration fiscale ;
- le montant des paiements officieux versés pour obtenir les services ;
- la part du chiffre d'affaires déclaré aux impôts.

Interprétation des lois et règlements

Deux entreprises sur trois (2/3) sont en désaccord avec l'interprétation des lois et règlements ; cette proportion est en léger recul par rapport à 2006 (72 %).

Tableau 20 : Répartition de l'avis des tailles des entreprises par rapport à l'interprétation des lois

Type	Oui	Non	non réponse
Grande	43,75	56,25	
Moyenne	26,21	72,82	0,97
Petite	39,59	59,04	1,37
Micro	28,87	68,87	2,26
Tendance nationale 2007	32,06	66,13	1,81
Tendance nationale 2006	27,78	71,57	0,65

Source : ECI 2008

Quoique le désaccord apparaisse comme une tendance lourde sur l'ensemble des régions, secteurs d'activités et catégories d'entreprises, il semble plus important dans les moyennes entreprises (73 %), Dans le même registre, le taux est supérieur ou égal à 70 % dans trois provinces : Centre, Nord et Nord-Ouest. C'est aussi le cas dans les secteurs de l'artisanat, du commerce de gros et détail, et éducation – formation.

Tableau 21 : Répartition par secteur d'activités de l'avis des entreprises sur l'interprétation des lois (en %)

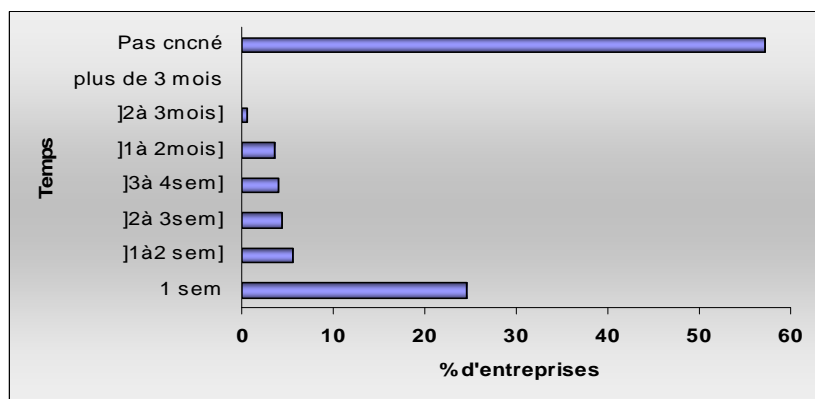
Secteurs d'activités	Oui	Non	Non réponse
Activité de services aux entreprises	36	63	1
Agriculture, chasse, pêche, etc.	29	59	12
Artisanat et métiers d'art	28	72	
Autres services	32	65	3
Banque, assurance	31	67	2
BTP	32	66	2
Commerce de gros et détail	29	70	1
Education et activités de formation	23	70	7
Immobilier, location, intermédiation	25	75	2
Industrie de production, électricité, gaz etc.	31	67	2
Média et régie publicitaire	46	50	4
NTIC	32	66	2
Santé et œuvres sociales	32	68	
Tourisme - Hôtellerie - Restaurant	40	60	
Transport et réparation des voitures	38	62	

Source : ECI 2008

Temps moyen de dédouanement des marchandises au port de Douala :

24 % des entreprises à l'échelle nationale déclarent consacrer en moyenne une semaine pour dédouaner leurs marchandises au port de Douala. Cette proportion a presque doublé par rapport à 2006 (13 %), traduisant ainsi une nette amélioration du service au port de Douala. 57 % des grandes entreprises et 40 % des moyennes entreprises affirment y consacrer également une semaine.

Figure 20 : Temps moyen de dédouanement des marchandises au port de Douala



Source : ECI 2008

Ce sont les entreprises de Douala qui profitent mieux de la proximité du port : 67 % mettent une semaine pour leurs opérations de dédouanement contre 7 % par exemple pour celles implantées à l'Ouest.

Tableau 22: Répartition du temps moyen de dédouanement par taille des différentes entreprises

Type	0 jour	1 sem	] 1 à 2 sem]	] 2 à 3sem]	] 3 à 4sem]	] 1 à 2mois]	] 2 à 3mois]	] + de 3 mois	Pas concerné
Grande		55,17	6,9	13,79	3,45	13,79			6,9
Moyenne	1,01	40,4	10,1	14,14	8,08	11,11			15,15
Petite		36,52	7,45	4,96	4,96	4,96	1,06	0,35	39,72
Micro		14,55	4,01	2,01	2,84	1,17	0,5	0,17	74,75
Tendance 2007	0,1	24,4	5,65	4,37	3,97	3,57	0,6	0,2	57,14
Tendance 2006		12,91	12,33	9,06	4,24	1,93	0,58	0,39	58,57

Source : ECI 2008

Nombre de jours de rencontre avec l'Administration fiscale :

62 % des entreprises attestent que durant l'année 2007, elles ont consacré au maximum deux semaines pour leurs relations avec le fisc. Cette proportion est en recul de 4 points par rapport à 2006.

En 2007, la proportion des entreprises qui se situe dans la même fourchette de temps était de :

- 66 % pour les micro-entreprises ;
- 62 % pour les grandes entreprises ; et
- 60 % pour les entreprises moyennes.

En considérant la même durée, trois provinces se démarquent avec un score supérieur à 70 % enregistré sur les entreprises :

- le Littoral (Douala) : 80 % ;
- l'Extrême-Nord : 77 % ;
- le Nord (Garoua) : 71 %.

Dans le même registre, la province du Centre apparaît comme celle où la fréquentation des services du fisc est relativement plus faible avec 40 % des entreprises qui ont mis moins de 14 jours sur l'année dans leur relation avec l'Administration fiscale.

Tableau 23: Nombre moyen de jours passés par les entreprises avec les impôts selon les régions

Type	0 jour	1 sem	1à2 sem	2à 3sem	3à 4sem	1à 2Mois	2à 3Mois	[+de 3 Ms
Centre	0,58	18,71	20,47	19,88	17,54	12,87	3,51	6,43
Ext-Nord	0,65	52,26	24,52	11,61	9,03	0,65	1,29	
Littoral	3,25	28,86	38,21	10,16	9,76	6,5	0,41	2,85
Nord	1,32	53,95	15,79	15,79	5,26	5,26	2,63	
Nord-Ouest	2,27	41,67	23,48	11,36	15,91	4,55	0,76	
Ouest	1,92	25,48	23,56	9,62	17,79	15,38	1,92	4,33
Tendance 2007	1,82	33,7	26,21	12,55	13,16	8,2	1,62	2,73
Tendance 2006	4,11	31,51	20,55	9,93	15,92	10,79	4,28	2,91

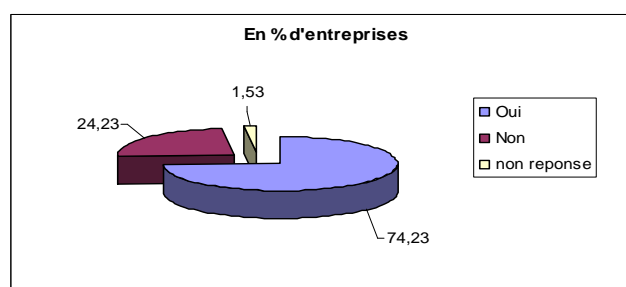
Source : ECI 2008

Déclaration de toutes les ventes :

Près de ¾ des entreprises affirment qu'elles déclarent l'intégralité de leur chiffre d'affaires ; résultat qui n'a pas évolué par rapport à 2006.

- Les meilleurs élèves seraient les grandes entreprises (avec un score de 100 % d'entreprises qui attestent qu'elles déclarent l'intégralité de leurs ventes) ;
- Les micro et les petites entreprises seraient les moins intègres en matière de déclaration de leurs ventes.

Figure 21: Proposition des entreprises déclarant la totalité de leurs ventes (CA) (échantillon considéré)



Source : ECI 2008

Le Nord-Ouest (51 %) et le Centre (68 %) se distinguent comme les deux provinces où les entrepreneurs sont les moins intègres sur la déclaration de leurs chiffres d'affaires. Le palmarès de l'intégrité reviendrait au Littoral avec 94 % des chefs d'entreprises qui attestent déclarer la totalité de leurs ventes. En considérant les secteurs d'activité, l'industrie et les services aux entreprises offrent les meilleurs scores se situant au-dessus de 80 % des entreprises déclarant la totalité de leurs ventes.

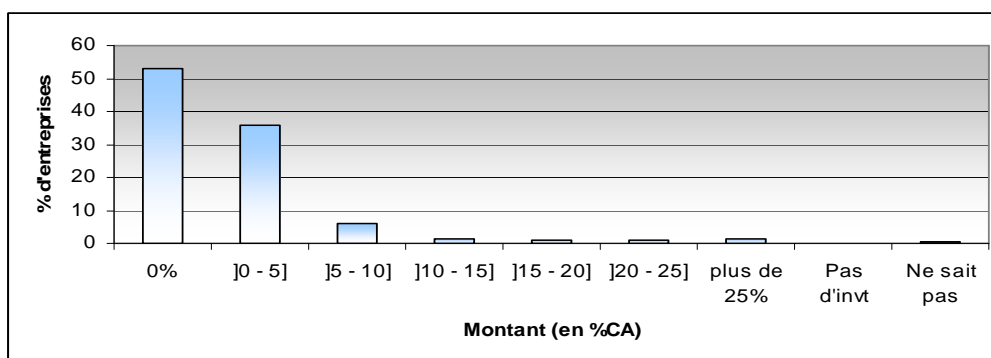
Cadeaux aux agents du fisc

49 % des chefs d'entreprises confirment qu'ils offrent des cadeaux aux agents des impôts. C'est la même proportion qui affirme ne pas se livrer à cette pratique. Offrir des cadeaux aux agents du fisc semble bien enraciné dans les mœurs des chefs d'entreprises car la proportion est figée depuis les enquêtes de 2006. Les grandes entreprises (77 %) et les moyennes entreprises (62 %) s'y accommodent mieux que les petites entreprises. C'est dans le Littoral (60 %), Nord-Ouest (57 %) et Centre (53 %) que les entrepreneurs sont plus généreux vis-à-vis des agents des impôts.

Montant des pots de vins versés aux fonctionnaires pour obtenir des services :

36 % des chefs d'entreprises déclarent verser aux fonctionnaires pour obtenir des services, un montant correspondant à l'équivalent de]0 à 5 %] de leur chiffre d'affaires. Cette proportion est en augmentation de 12 points par rapport à l'année 2006. Ce seuil de dépense en pot de vin est atteint par 45 % des grandes entreprises et 41 % des moyennes entreprises.

Figure 22 : Montant de pots de vins versé par les entreprises aux agents du fisc



Source : ECI 2008

En restant dans la même proportion (]0 à 5 %] du CA), les régions les plus atteintes par ce fléau de corruption sont le Nord-Ouest (48 %), le Littoral (38 %) et le Centre (37 %).

Dans cet environnement plutôt gangrené par la corruption, 53 % des chefs d'entreprises déclarent ne rien payer aux fonctionnaires pour obtenir des services.

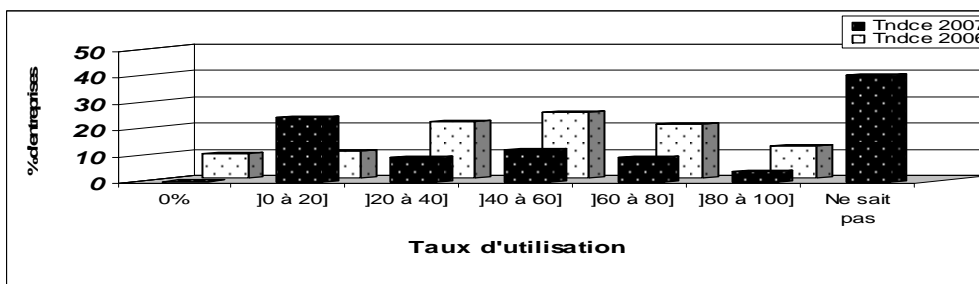
CHAPITRE V : LES CAPACITÉS DE PRODUCTION, D'INNOVATION ET D'ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Utilisation de la capacité de production³

Les performances et le dynamisme d'une entreprise se mesurent aussi par le taux d'utilisation de sa capacité de production. L'étude établit que seulement 13 % des entreprises de l'échantillon enquêté utilisent plus de 60 % de leurs capacités de production. La proportion des entreprises ayant réalisé ce niveau de performance était de 33 % en 2006. Ce résultat traduit un certain essoufflement des entreprises par une conjoncture économique morose (baisse du pouvoir d'achat, recrudescence du chômage, faible taux de croissance etc..).

³ - Capacité de production est le rapport entre la production réalisée et la production potentielle offerte par un outil de production ou une force de travail dans une entreprise.

Figure 23 : Utilisation de la capacité de production des entreprises. Tendances 2006 - 2007



Source : ECI 2008

Les grandes et les moyennes entreprises s'en tirent mieux que les petites. Les micro-entreprises ont du mal à chiffrer le niveau d'utilisation de leurs capacités de production : en effet 56 % des chefs d'entreprises de cette catégorie n'ont aucune idée de l'utilisation de leurs capacités de production.

Tableau 24: Utilisation de la capacité de production dans les différentes entreprises

Impact / Type	0%	] 0 à 20]	] 20 à 40]	] 40 à 60]	] 60 à 80]	] 80 à 100]	Ne sait pas
Grande		32,26	9,68	16,13	22,58	16,13	3,23
Moyenne	0,96	50,96	5,77	7,69	18,27	9,62	6,73
Petite		34,49	12,2	16,72	11,15	5,57	19,86
Micro	0,33	14,69	8,35	10,52	6,18	1,34	58,6
Tendance 2007	0,29	24,49	9,21	12,14	9,3	3,82	40,74
Tendance 2006	9,52	10,55	21,63	24,91	20,76	12,46	

Source : ECI 2008

Le secteur de l'industrie est aussi plombé, avec seulement 30 % des entreprises qui utilisent plus de 60 % de leurs capacités de production.

Utilisation d'une technologie sous licence étrangère

86 % des entreprises déclarent qu'elles n'utilisent pas de technologie sous licence étrangère. Toutes les catégories d'entreprise sont concernées, à l'exception du secteur de l'industrie qui se démarque avec 20 % des entreprises qui utilisent les technologies sous licence étrangère.

Utilisation d'une certification reconnue

82 % des entreprises à l'échelle nationale n'utilisent pas de système de certification reconnue du type par exemple ISO ou EUREPGAP.

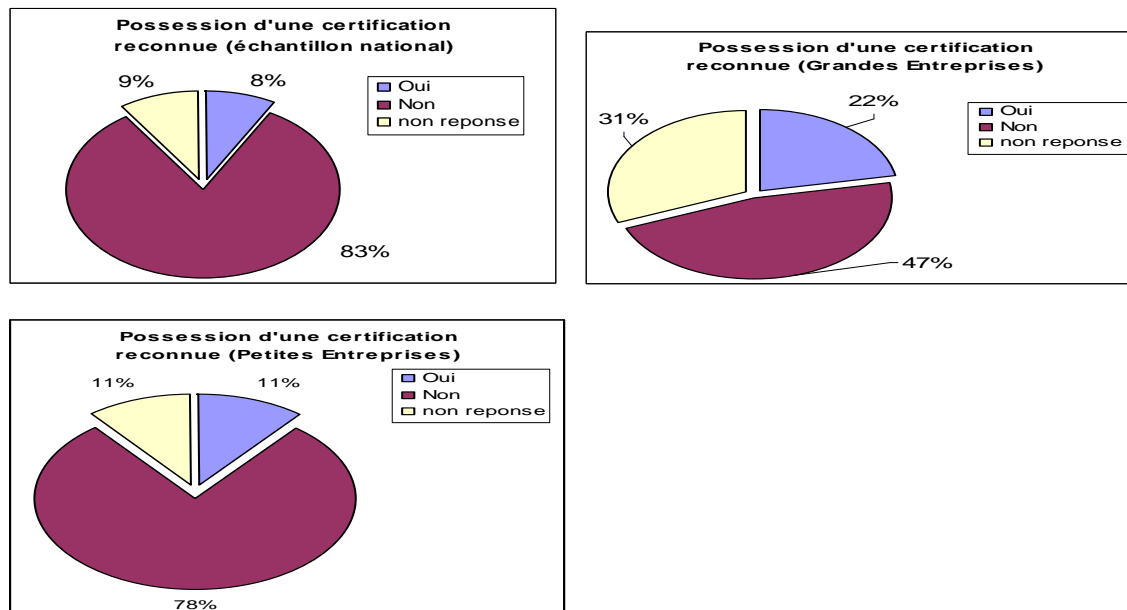
L'étude révèle que c'est surtout les grandes entreprises qui s'intéressent à la mise aux normes : seulement 23 % affirment qu'elles se sont mises en conformité aux normes certifiées. Par contre, les PME dans leur immense majorité fonctionnent en marge des normes reconnues.

Tableau 25: Possession d'une certification reconnue dans les différentes catégories d'entreprises

Type	Oui	Non	non réponse
Grande	21,88	46,88	31,25
Moyenne	10,68	63,11	26,21
Petite	10,92	78,52	10,56
Micro	6,04	89,07	4,89
Tendance nationale 2007	8,33	82,27	9,4
Tendance nationale 2006	9,05	88,32	2,63

Source : ECI 2008

Figure 24 : Utilisation d'une certification reconnue (ISO, EUREPGAP...)



Source : ECI 2008

Le faible engouement des entreprises nationales pour les licences étrangères et l'énorme retard qu'elles ont accusé pour la mise en conformité aux normes internationales constituent un sérieux handicap pour l'économie nationale à profiter de la globalisation des marchés. Cette situation établit une fois de plus la faible capacité des entreprises camerounaises à être compétitives sur les marchés d'exportation. Ce résultat interpelle l'Etat sur l'urgence d'une politique de mise à niveau en faveur des entreprises, en l'occurrence par les PME.

5.1 ACCES AU CREDIT

Le financement non bancaire (financement provenant notamment des fonds propres) constitue la principale source de financement des investissements dans les entreprises camerounaises. L'étude 2007 confirme une situation récurrente depuis plusieurs années caractérisée par la réticence du système bancaire camerounais à accorder des crédits aux entreprises. La forte proportion des entreprises qui n'ont pas investi sur cette période (2007) tend à conforter l'hypothèse que les entreprises éprouvent des difficultés à obtenir des financements long terme indispensable pour leur développement.

- 22 % des entreprises toutes catégories confondues affirment avoir financé plus de 80 % de leurs investissements en 2007 sur fonds propres ; cette proportion est en recul de 13 points par rapport à 2006 ;
- 34 % des entreprises déclarent qu'elles ont bénéficié d'un crédit bancaire pour leurs investissements, contre 24 % qui n'ont pas obtenu du crédit de cette nature ;
- *L'étude établit aussi que deux entreprises sur cinq n'ont pas effectué de nouveaux investissements en 2007.*

Tableau 26: Accès à une ligne de découvert bancaire par les entreprises

Type	Oui	Non	non réponse
Grande	80,65	16,13	3,23
Moyenne	66,35	32,69	0,96
Petite	42,61	55,33	2,06
Micro	28,25	70,45	1,3
Tendance nationale 2007	37,62	60,84	1,54
Tendance nationale 2006	33,83	65,02	1,15

Source : ECI 2008

En ce qui concerne l'accès au découvert bancaire, l'analyse par taille des entreprises montre que les micro et petites entreprises restent en marge du service bancaire, tandis que les grandes entreprises et moyennes entreprises y ont accès plus facilement : 80 % des grandes entreprises et 66 % des entreprises moyennes ont bénéficié du crédit bancaire contre 28 % pour les micro-entreprises.

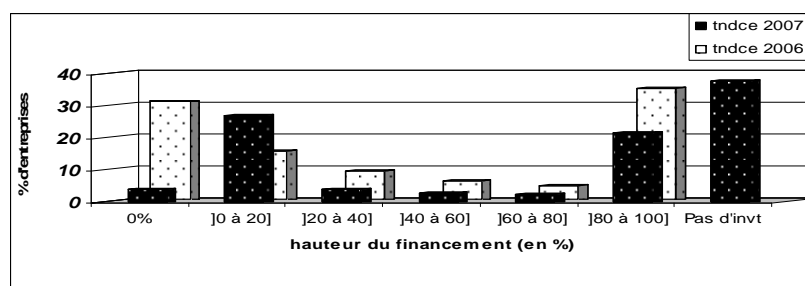
Au niveau des régions, les entreprises qui ont obtenu un crédit d'investissement auprès d'une banque atteignent la proportion de 95 % dans le Littoral (Douala). Cette proportion est inférieure à 21 % dans les autres cinq provinces couvertes par l'enquête.

Tableau 27: Financement des nouveaux investissements par fonds propres dans les différentes entreprises

Type	0%	]0 à 20]	]20 à 40]	]40 à 60]	]60 à 80]	]80 à 100]	Pas d'inv
Grande	3,33	70	3,33	3,33		16,67	3,33
Moyenne	6,93	61,39	3,96	5,94		16,83	4,95
Petite	5,99	31,84	5,24	4,49	3,37	26,22	22,85
Micro	2,75	16,67	3,61	2,58	1,37	20,96	52,06
Tendance 2007	4,08	27,04	4,08	2,86	2,35	21,84	37,76
Tendance 2006	30,8	15,05	9	5,88	4,5	34,78	

Source : ECI 2008

Figure 25 : Financement des investissements nouveaux par fonds propres tendances 2006 - 2007



Source : ECI 2008

Tableau 28: Part de nouveaux investissements financés sur crédit bancaires dans les entreprises

Type	0%	]0 à 5]	]5 à 10]	]10 à 15]	]15 à 20]	]20 à 25]	Plus de 25%	Pas d'invt
Grande	20	73,33					6,67	
Moyenne	19	62	2		3		8	6
Petite	31,1	30,71	0,37		2,25	0,37	10,86	24,34
Micro	22,1	12,59	1,03	0,34	0,52	0,34	5,69	57,41
Tendance 2007	24,2	24,46	0,92	0,2	1,23	0,31	7,37	41,35
Tendance 2006	84,1	1,21	3,29	0,35	1,38	0,69	9	

Source : ECI 2008

En dépit de la surliquidité des banques, le système bancaire camerounais reste très peu enclin au crédit aux entreprises. Les nouveaux investissements sont tributaires de la capacité des entrepreneurs à mobiliser les fonds propres. La forte proportion (41 %) des entreprises qui n'ont pas investi en 2007 tiendrait entre autres aux difficultés d'accès au crédit.

5.2 UTILISATION DES MOYENS MODERNES DE COMMUNICATION

Deux indicateurs sont utilisés dans cette étude pour caractériser l'utilisation des moyens modernes de communication dans les entreprises : l'utilisation d'une flotte de portables et de l'Internet dans les relations commerciales.

Utilisation d'une flotte de portables

28 % des entreprises attestent qu'elles utilisent une flotte de portables contre 34 % en 2006 :

- Cet outil est plus encre dans les grandes entreprises (81 %) et les entreprises moyennes (73 %) ;
- on observe aussi une pénétration plus importante de la flotte de portables dans les entreprises établies dans les provinces du Littoral (48 %) et du Centre (34 %) ;
- sur le plan sectoriel, l'utilisation d'une flotte de portables est relativement développée dans les industries (38 %) et dans le secteur des services aux entreprises (31 %).

Tableau 29: Possession d'une flotte de portables par les différentes entreprises (% d'entreprises)

Type	Oui	Non	non réponse
Grande	81,25	18,75	
Moyenne	73,08	25	1,92
Petite	37,67	61,64	0,68
Micro	13,2	85,51	1,29
Tendance nationale 2007	28,03	70,83	1,14
Tendance nationale 2006	32,95	66,56	0,49

Source : ECI 2008

Utilisation de l'Internet dans les relations d'affaires

En dépit des multiples vertus reconnues à cette nouvelle technologie, sa pénétration reste très lente et faible auprès des entreprises camerounaises :

- en 2007, 43 % des entreprises utilisaient Internet, proportion qui n'a pas évolué de façon significative par rapport à 2006 (42 %) ;
- en dehors des micro-entreprises à la traîne (29 %) ; la pénétration du web est supérieure à 52 % dans toutes les catégories d'entreprises ;
- la fracture numérique est assez importante entre les entreprises implantées dans le Littoral (67 %), Centre (61 %) et les autres provinces où le taux de pénétration est inférieur à 34 %.

Tableau 30: Utilisation du Web avec les clients/fournisseurs par les entreprises de certaines régions du Cameroun (% d'entreprise)

Type	Oui	Non	non réponse
Centre	60,82	39,18	
Extrême-Nord	33,33	66,67	
Littoral	67,33	32,27	0,4
Nord	28,95	71,05	
Nord-Ouest	20,38	78,98	0,64
Ouest	25,35	74,65	
Tendance nationale 2007	42,65	57,16	0,19
Tendance nationale 2006	41,67	58,33	

Dans l'ensemble, l'introduction des outils modernes de communication reste assez faible dans les entreprises. Les marges de gain de compétitivité pour les entreprises camerounaises avec ces outils sont encore très importantes notamment avec les MPE (micro et petites entreprises). L'étude établit qu'il existe bel et bien une fracture numérique entre Douala – Yaoundé et les autres régions du pays.

5.3 ORIGINE DES CLIENTS ET DES FOURNISSEURS

Selon l'étude, une grande majorité des entreprises s'approvisionnent principalement sur le marché national ; tendance qui est restée assez stable depuis 2006 :

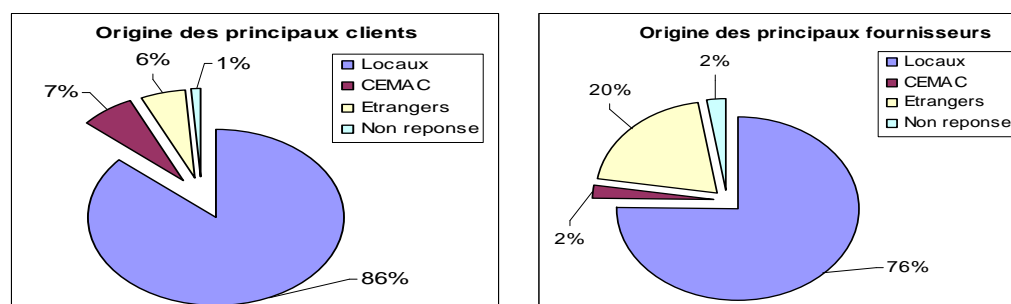
- 75 % des entreprises achètent auprès des fournisseurs locaux ;
- 22 % s'approvisionnent à l'étranger dont seulement 2 % auprès des autres pays de la CEMAC ;
- les régions les plus dépendantes de l'extérieur pour leurs achats sont le Centre et le Nord-Ouest où respectivement 32 % et 31 % des entreprises déclarent qu'elles s'approvisionnent principalement à l'extérieur.
- C'est aussi le cas des entreprises du secteur du commerce de gros et détail (31 %).

Origine des principaux clients

Le marché local constitue l'essentiel des débouchés des produits des entreprises, quels que soient leur taille, leur secteur d'activité et leur zone d'implantation ; par rapport à 2006, cette base du marché tend à se consolider :

- pour 87 % des entreprises enquêtées en 2007, leurs clients proviennent principalement du marché national contre 82 % en 2006 ;
- 13 % trouvent leurs principaux clients sur les marchés extérieurs dont 7 % dans les pays de la CEMAC et 6 % hors de la CEMAC ;

Figure 26 : Origine des principaux partenaires des entreprises camerounaises



Source : ECI 2008

- les micro (8 %) et petites entreprises (5 %) seraient les plus actives sur le marché de la CEMAC. ; tandis que les grandes et moyennes entreprises apparaissent comme les plus dynamiques sur les marchés hors CEMAC ;
- les régions les plus dynamiques à l'exportation seraient l'Extrême-Nord (28 %) et le Nord (25 %). Les entreprises de ces deux provinces bénéficieraient de la proximité avec le Nigeria, le Tchad et la RCA pour développer le commerce transfrontalier.

Tableau 31: Origine des principaux clients des différentes entreprises (% d'entreprises)

Type	Locaux	CEMAC	Etrangers	Non réponse
Grande	75	3,12	12,5	9,38
Moyenne	82,52	6,8	8,74	1,94
Petite	88,1	5,1	5,44	1,36
Micro	86,77	7,58	5	0,65
Tendance nationale 2007	86,37	6,67	5,72	1,24
Tendance nationale 2006	81,56	10,13	8,14	0,17

Source : ECI 2008

Les entreprises camerounaises dépendent fortement du marché national pour leurs achats et leurs débouchés. Les performances des entreprises à l'exportation sont tributaires du commerce transfrontalier avec les pays de la CEMAC et du Nigeria. Les micro-entreprises profitent de cette opportunité autant que les grandes et les moyennes entreprises.

5.4 ORIENTATION DES INVESTISSEMENTS AU COURS DES TROIS OU QUATRE PROCHAINES ANNEES

Diversification vers d'autres marchés

Comme en 2006, le climat des affaires est dominé par les ambitions d'extension géographique des marchés et même de la gamme des produits sur les prochaines années :

- une entreprise sur deux envisage la diversification géographique contre une sur trois qui pense garder le statut quo en se concentrant sur les marchés déjà acquis ;
- les grandes entreprises seraient les plus orientées vers l'expansion géographique des marchés avec 58 % qui envisagent une extension. C'est aussi le cas des entreprises des provinces du Nord-Ouest (68 %), Nord (61 %) et Extrême-Nord (58 %) ;
- seules 6 % des entreprises affichent l'intention d'une contraction géographique de leurs marchés.

Diversification des biens et services

59 % des entreprises envisagent aussi la diversification de leur gamme de produit dans les 3 ou 4 prochaines années. Cette tendance à l'innovation/produit est curieusement plus marquée dans les MPE : 62 % dans les micro-entreprises et 58 % dans les petites entreprises. L'Extrême-Nord (78 %) et le Nord (68 %) pourraient être parmi les plus grands viviers de la diversification/produits dans les prochaines années. Les secteurs de l'éducation – formation, tourisme – hôtellerie – restauration s'inscrivent dans la même dynamique.

Perspectives d'utilisation de la capacité de production

Les bonnes perspectives (expansion) sur la diversification géographique des marchés et des produits pourraient se traduire dans les années à venir en expansion des capacités de production :

- c'est du moins ce que pensent 59 % des chefs d'entreprises en 2007 à l'échelle nationale ;
- les grandes entreprises (66 %) et les micro-entreprises (64%) se hissent au peloton de tête des entreprises qui projettent une expansion de leurs capacités de production;
- au niveau des régions, la forte tendance à l'expansion des capacités de production touche quatre provinces sur six enquêtées : plus de 2/3 des entreprises y sont engagées (Nord, Nord-Ouest, Extrême-Nord et Ouest).

Tableau 32: Perspective d'utilisation de la capacité de production dans les différentes entreprises au cours des 3 ou 4 prochaines années

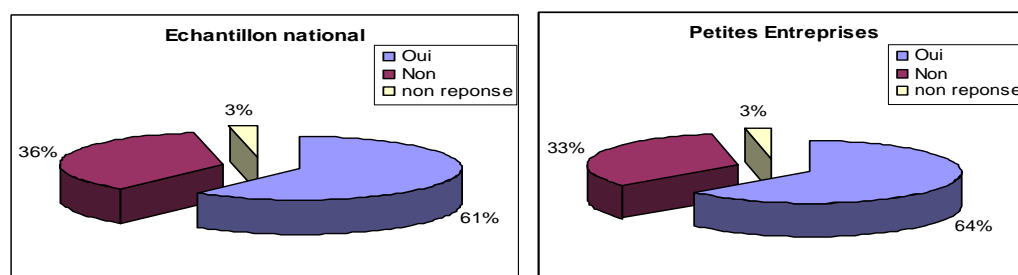
Type	Expansion	Maintien	Contraction	Ne sait pas	Non réponse
Grande	65,62	31,25	3,12		
Moyenne	43	30	4	5	18
Petite	53,73	24,63	4,1	9,7	7,84
Micro	64,39	20,08	4,17	5,11	6,25
Tendance nationale 2007	59,05	22,84	4,09	6,25	7,76

Source : ECI 2008

Utilisation d'un business plan

61 % des entreprises au niveau national déclarent qu'elles disposent d'un business plan. Cet outil de pilotage stratégique est assez courant dans les grandes entreprises (84 %) et dans les entreprises moyennes (75 %). Les micro-entreprises et l'ensemble des entreprises implantées dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord en sont les moins pourvues.

Figure 27 : Utilisation du business plan par les entreprises (% d'entreprises)



L'absence d'un business plan constitue souvent le premier obstacle pour l'accès au crédit bancaire : 36 % des entreprises enquêtées ne pourraient pas avoir accès au crédit du simple fait qu'elle ne disposent pas de plan d'affaires.

Tableau 33: Utilisation d'un business plan par les différentes entreprises (% d'entreprises)

Type	Oui	Non	non réponse
Grande	84,38	6,25	9,38
Moyenne	75	19,23	5,77
Petite	63,92	33,33	2,75
Micro	55,92	41,98	2,11
Tendance nationale 2007	60,92	36,21	2,87

Source : ECI 2008

La tendance lourde des perspectives de développement des entreprises dans les prochaines années est à l'expansion à la fois des marchés géographiques et de la diversification des produits. Les prévisions des chefs d'entreprises reposeraient sur des bases relativement solides dans la mesure où 61 % affirment qu'ils disposent d'un business plan, outil indispensable pour baliser les prévisions dans une entreprise.

Recrutement du personnel

La tendance à l'expansion des activités des entreprises dans les prochaines années pourrait avoir des retombées bénéfiques sur la création d'emploi en faveur des nationaux.

Recrutement des nationaux

Tableau 34: Perspectives de recrutement des nationaux par les différentes entreprises

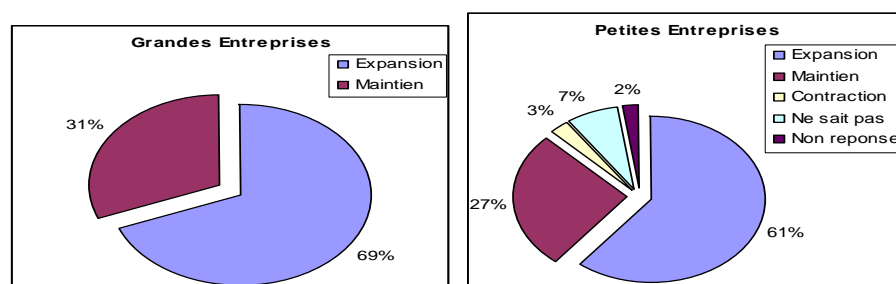
Type	Expansion	Maintien	Contraction	Ne sait pas	Non réponse
Grande	68,75	31,25			
Moyenne	53,4	32,04	2,91	5,83	5,83
Petite	60,5	27,05	2,85	7,47	2,14
Micro	63,21	24,35	5,18	5,18	2,07
Tendance nationale 2007	61,61	26,13	4,12	5,73	2,41
Tendance nationale 2006	64,74	29,16	4,28		1,81

Source : ECI 2008

62 % des entreprises se prononcent en faveur de l'expansion contre 26 % pour le maintien et 4 % pour la contraction du recrutement des nationaux.

- D'après l'étude, les plus grands viviers de recrutement des nationaux sont les grandes entreprises et les micro-entreprises.

Figure 28: Perspectives de recrutement des nationaux dans les grandes et petites entreprises



Source : ECI 2008

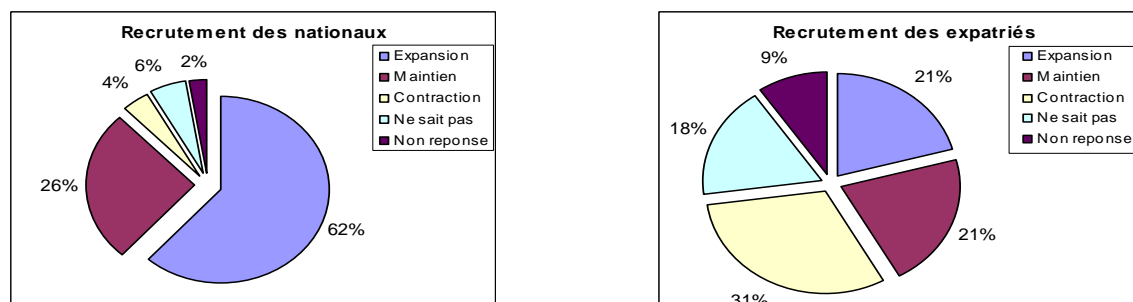
- Les provinces de l'Extrême-Nord (73 %) et du Nord-Ouest (81 %) seront les zones plus favorables pour la création d'emplois pour les nationaux. Dans le même registre, le secteur formation – éducation pourrait offrir plus d'opportunités d'emplois nouveaux pour les nationaux (72 % pour l'expansion).

Recrutement des expatriés

Les perspectives à venir penchent pour la contraction du recrutement des étrangers :

- 31 % des entreprises projettent une contraction contre 21 % pour l'expansion ; les grandes entreprises se distinguent avec 45 % qui prévoient accroître le recrutement des expatriés.

Figure 29 : Perspectives globales de recrutement du personnel dans les entreprises



Source : ECI 2008

Les perspectives optimistes des chefs d'entreprises à la fois sur la diversification des marchés, l'expansion des capacités de production et de la création d'emploi en faveur des nationaux augurent plutôt un meilleur avenir pour la croissance économique du pays dans les prochaines années. En 2007 le taux de croissance était de **2,8%** contre **3,2%** en 2006 et en perspective **4,8%** en 2008. Performance qui selon la Banque Mondiale est assez faible pour juguler la pauvreté.

5.5 RESOLUTION DES CONFLITS ET CRIMINALITE

Le système judiciaire et les conflits commerciaux

Dans le monde des affaires, les conflits et le contentieux avec les tiers sont inévitables et pour les chefs d'entreprises, le recours à la justice est un acte courant de gestion. La fiabilité du système judiciaire constitue un élément très important pour le climat des investissements, Il en est de même du système alternatif de résolution des contentieux entre les hommes d'affaires à l'instar de « l'arbitrage ».

L'étude établit que 63 % des entreprises n'ont pas confiance au système judiciaire du pays ; tendance qui ne s'améliore pas assez par rapport à 2006 où cette proportion était de 67 %.

Le manque de confiance est plus accentué chez les chefs d'entreprises dans les provinces du Nord (70 %) et de l'Ouest (70 %) et dans le Nord-Ouest (68 %). C'est dans les grandes entreprises que se révèlent les plus importantes côtes de confiance au système judiciaire (47 %), tandis que la plus faible côte est relevée dans la catégorie des micro-entreprises (37 %).

Tableau 35: Confiance au système judiciaire par les entreprises des différentes régions

Type	Oui	Non	non réponse
Centre	34,2	60,62	5,18
Ext-Nord	37,42	61,94	0,65
Littoral	45,02	54,98	
Nord	30,26	69,74	
Nord-Ouest	29,75	67,72	2,53
Ouest	24,88	69,59	5,53
Tendance nationale 2007	34,38	63,05	2,57
Tendance nationale 2006	31,62	66,56	1,82

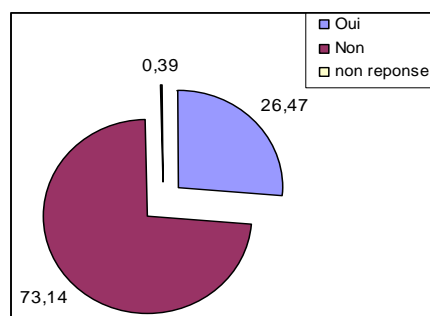
Source : ECI 2008

Notoriété des centres d'arbitrage

En marge du système judiciaire, il existe des institutions d'arbitrage fonctionnant sous l'égide des opérateurs du secteur concerné. L'OHADA a prévu l'arbitrage, au Cameroun le GICAM a ainsi mis en place une structure d'arbitrage. L'étude révèle que ce système alternatif de résolution des conflits commerciaux est encore peu connu des chefs d'entreprises.

Seulement une entreprise sur quatre (26 %) est informée de cette alternative : les grandes entreprises (63 %) et les entreprises moyennes (43 %) sont les mieux informées. Le niveau d'information est encore très faible dans les provinces (moins de 20 %) à l'exception des entreprises de Douala qui profiteraient de la proximité avec le GICAM pour en être plus informées (43 %). La notoriété est aussi relativement importante dans le secteur des services aux entreprises (41 %).

Figure 30 : Connaissance de l'alternative offerte par le secteur privé pour la résolution des conflits (en %)



Source : ECI 2008

Temps mis pour la résolution des conflits par une juridiction

En 2007, 35 % des entreprises estiment la durée nécessaire pour la résolution d'un conflit commercial à travers une juridiction du pays, à plus d'un mois. La même appréciation sur la durée est donnée par 52 % des entreprises du Littoral et 40 % de celles de la province de l'Ouest.

C'est aussi la même perception chez 74 % des grandes entreprises et 59 % des petites entreprises.

Tableau 36: Durée moyenne de résolution des conflits dans les différentes entreprises

Type	0 jour	1 sem	1 à 2 sem	2 à 3 sem	3 à 4 sem	1 à 2 Mois	2 à 3 Mois	[+ de 3 Mois	Pas concerné
Grande		12,9			3,23	29,03		45,16	9,68
Moyenne		24,5	2,94		3,92	8,82	2,94	47,06	9,8
Petite	0,72	23,7		1,43	2,51	6,09	3,94	32,26	29,39
Micro		11,4	2,55	0,85	3,9	3,4	3,4	19,19	55,35
Tendance 2007	0,2	16,2	1,8	0,9	3,5	5,49	3,4	26,47	42,06
Tendance 2006		6,75	8,44	3,56	5,25	5,25	7,13	41,84	21,78

Source : ECI 2008

Il ressort de cette étude que selon la grande majorité des chefs d'entreprises, le système judiciaire camerounais est peu fiable et peu diligent dans la résolution des conflits commerciaux. Ce résultat interpelle l'Etat sur la nécessité de réformer le secteur de la justice en l'occurrence la justice commerciale et la justice administrative.

Coûts de la sécurité dans les entreprises

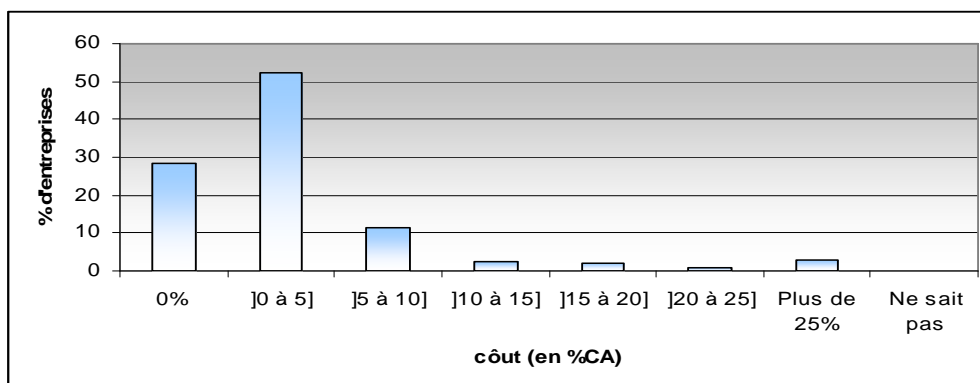
L'étude a considéré deux variables pour apprécier la perception des entreprises sur les problèmes liés à leur sécurité :

- le coût de la sécurité et de la protection ;
- les pertes dues à la criminalité.

Coût de la protection dans les entreprises

52 % des entreprises situent le coût pour assurer leur sécurité (gardiennage, protection des équipements, système de surveillance etc.) dans la fourchette de]0 à 5 %] de leur chiffre d'affaires en 2007. Par rapport à 2006, cette proportion est en nette augmentation, traduisant une certaine exacerbation du sentiment d'insécurité chez les chefs d'entreprise.

Figure 31 : Coût de la sécurité et de la protection pour les entreprises



Source : ECI 2008

Ce niveau de dépenses pour la sécurité est ressenti dans plus de 50 % des entreprises toute catégorie confondue. Les entreprises du Nord (71 %) et l'Extrême-Nord (64 %) sont les plus affectées. Le phénomène «des coupeurs de route» récurrent dans ces deux provinces aurait certainement influencer ce résultat.

Tableau 37: Coût de la sécurité dans les entreprises selon les régions (% d'entreprise)

Type	0%	0 et 5%	5 et 10%	10 et 15%	15 et 20%	20 et 25%	Plus de 25%	Ne sait pas
Centre	20,7	50,71	15,71	4,29	2,14		5,71	0,71
Ext-Nord	12,9	63,87	15,48	1,94	1,94	0,65	3,23	
Littoral	43,9	46,44	5,86	1,67	1,26	0,42	0,42	
Nord	14,5	71,05	7,89	1,32		2,63	2,63	
Nord-Ouest	19	57,66	13,87	2,19	2,19		5,11	
Ouest	38,7	40,2	11,56	2,51	3,52	1,01	2,51	
Tendance nat 2007	28,3	52,22	11,42	2,33	2,01	0,63	2,96	0,11
Tendance nat 2006	29,2	44,76	13,86	2,62	4,31	1,31	3,93	

Source : ECI 2008

Pertes dues à la criminalité

36 % des entreprises estiment avoir perdu du fait de la criminalité un montant équivalent à]0 à 5 %] de leur chiffre d'affaires. Cette proportion était de 30 % en 2006.

Les pertes de cette ampleur à cause de la criminalité seraient plus marquées dans les grandes entreprises (66 %) et les entreprises moyennes (49 %). Le Nord-Ouest s'inscrit dans le même registre avec 52 % des entreprises qui situent le niveau de perte dû à la criminalité dans la fourchette de]0 à 5 %] de leur chiffre d'affaires.

Tableau 38: Pertes dues aux crimes dans les entreprises (% d'entreprises)

Type	0%	]0 et 5%]	]5 et 10%]	]10 et 15%]	]15 et 20%]	]20 et 25%]	Plus de 25%
Grande	24,14	65,52	10,34				
Moyenne	41,41	49,49	4,04	2,02	2,02	1,01	
Petite	45,45	32	10,55	2,91	3,64	0,36	5,09
Micro	43,4	34,72	7,12	3,47	4,17	0,52	6,6
Tendance nat 2007	43,21	36,36	7,87	3,06	3,68	0,51	5,31
Tendance nat 2006	47,84	30,02	9,57	3,75	3,38	1,13	4,32

Source : ECI 2008

L'étude établit que le climat d'insécurité ambiant qui n'épargne aucune région du pays pèse lourdement sur l'activité des entreprises. La prolifération des sociétés privées de gardiennage ces dernières années démontre une certaine impuissance des forces de sécurité et de maintien de l'ordre face à la recrudescence de l'insécurité et de la criminalité dans les villes et campagnes.

5.6 TYPOLOGIE DES EFFECTIFS DANS LES ENTREPRISES

Ce chapitre présente la typologie des ressources humaines employées dans les entreprises selon l'enquête :

Le tableau ci-après présente la typologie du personnel employé dans les 1052 entreprises enquêtées en 2008.

Tableau 39: Répartition du personnel dans les entreprises (1052) enquêtées en 2008

Origine	Catégorie	Masculin	%	Féminin	%	Total	%
Nationaux	Cadres dirigeants	2473	0,06	746	0,018	3219	0,079
	Personnel technique qualifié	14 059	0,343	4630	0,113	18689	0,456
	Personnel technique non qualifié	14 162	0,346	3169	0,077	17331	0,423
Sous total 1		30 694	0,749	8545	0,209	39239	0,958
Etrangers	Cadres dirigeants	243	0,006	65	0,002	308	0,008
	Personnel technique qualifié	448	0,011	194	0,005	642	0,016
	Personnel technique non qualifié	11	0,0001	763	0,019	774	0,019
Sous total 2		702	0,017	1022	0,025	1724	0,042
TOTAL		31396	0,766	9567	0,234	40963	1

Source : ECI 2008.

Principaux traits caractéristiques du personnel de l'échantillon de 1052 entreprises

- Total des emplois permanents : 40 963 salariés ;
- Répartition de l'effectif selon le genre : 77 % de sexe masculin
23 % de sexe féminin ;

- Répartition de l'effectif selon la nationalité :
 - Nationaux : 96 % ;
 - Expatriés : 4 %
- Répartition de l'effectif selon la qualification des nationaux :
 - Cadre dirigeant : 8 % ;
 - Personnel qualifié : 46 % ;
 - Personnel non qualifié : 42 %.

5.7 LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'étude présente la situation de la formation continue du personnel, de la pénétration des syndicats d'employés dans les entreprises et la durée des grèves et autres mouvements sociaux en 2007.

La formation continue du personnel employé

L'étude établit que la grande majorité des entreprises ne disposent pas de programme de formation continue de leur personnel quelle que soit la catégorie. La même tendance est observée avec les résultats de l'enquête 2006.

En 2007, l'absence de programme de formation concerne :

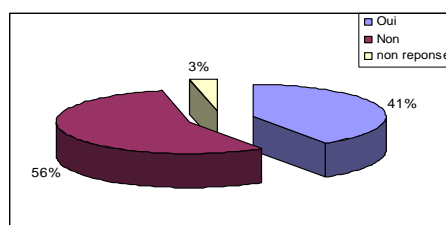
- 73 % des entreprises qui n'ont pas fait de formation pour leurs cadres dirigeants ; le faible engouement pour la formation des cadres touche toutes les catégories d'entreprise ;
- dans le même registre la proportion est de 64 % pour le personnel technique qualifié et de 83 % pour le personnel non qualifié.

Tableau 40: Répartition du personnel technique qualifié ayant reçu une formation dans les entreprises

Type	0%	]0 et 5%]	]5 et 10%]	]10 et 15%]	]15 et 20%]	]20 et 25%]	Plus de 25%
Grande	29,03	12,9		6,45	3,23	6,45	41,94
Moyenne	37,86	5,83	4,85	3,88	4,85	2,91	39,81
Petite	55,83	0,71	2,83	2,12	4,24	1,77	32,51
Micro	74,16	0,5	0,67	0,34	0,67	1,01	22,65
Tendance nat 2007	63,97	1,48	1,68	1,38	2,17	1,58	27,74
Tendance nat 2006	62,61	3,05	3,38	1,02	2,2	2,71	25,04

Source : ECI 2008

Figure 32 : Proportion des entreprises ayant des difficultés dans le perfectionnement des ressources humaines



Source : ECI 2008

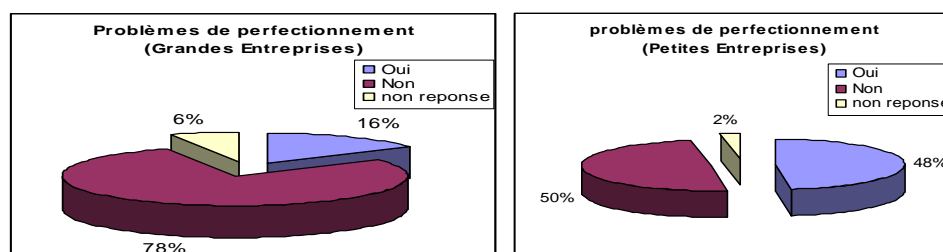
La faible propension des entreprises à investir dans le perfectionnement de leurs employés tiendrait du moins en partie aux difficultés qu'elles ont à mettre en œuvre un programme de formation. En effet selon l'enquête 2007 ; 41 % des entreprises auraient des difficultés dans ce domaine. Le problème se pose avec plus d'acuité dans les PME où plus d'une entreprise sur trois affirment être confrontées à cette difficulté. Les entreprises des provinces du Centre (57 %) et de l'Ouest (54 %) se hissent en tête de liste à côté de celles du Littoral qui en sont les moins affectées.

Tableau 41 : Proportion des entreprises ayant des difficultés dans le perfectionnement des ressources humaines (selon la taille)

Type	Oui	Non	non réponse
Grande	15,62	78,12	6,25
Moyenne	33,65	62,5	3,85
Petite	47,95	49,66	2,4
Micro	40,16	56,13	3,71
Tendance nationale 2007	40,94	55,63	3,44
Tendance nationale 2006	50,57	47,95	1,47

Source : ECI 2008

Figure 33: Proportion des entreprises ayant des difficultés dans le perfectionnement des ressources humaines dans certains types d'entreprises



Source : ECI 2008

Les activités des secteurs du Tourisme – hôtellerie – restauration et de l'éducation – formation se distinguent aussi par un taux assez élevé des entreprises ayant des difficultés à mettre en œuvre la formation continue (48 %).

Le syndicalisme dans les entreprises

La pénétration des syndicats d'employés dans les entreprises au plan national reste très faible et la tendance serait à la désaffection pour le mouvement syndical :

- 82 % des entreprises estiment soit qu'elles ne sont pas concernées soit qu'elles ne disposent d'aucun agent syndiqué. Cette proportion était de 76 % en 2006 ;
- On a 18 % d'entreprises qui emploient du personnel affilié à un syndicat. Le taux de pénétration des syndicats est de 88 % dans les grandes entreprises, 77 % dans les entreprises moyennes et 8 % seulement dans les micro-entreprises ;
- le Littoral avec la forte concentration des grandes entreprises apparaît comme l'une des localités les plus syndiquées (74 % d'entreprises syndiquées).

Nombre de jour perdu à cause des grèves et troubles sociaux

En 2007, la grande majorité des entreprises au Cameroun n'affiche pas le sentiment d'être affectée par les grèves et autres mouvements sociaux, la tendance à l'apaisement sur le plan social est ainsi confortée par rapport à 2006 :

- 67 % des entreprises déclarent n'avoir pas perdu une seule journée due aux mouvements sociaux en 2007 contre 78 % en 2006 ;
- pour celles qui ont perdu des journées de travail, 16 % estiment la perte à 7 jours et 17 % l'évaluent à plus de 7 jours ;
- les grandes entreprises en seraient les plus affectées : 23 % estiment la perte à 7 jours et 10 % à plus d'une semaine ;
- curieusement ce sont les entreprises du Littoral où la pénétration des syndicats est plus importante qui sont les moins victimes des mouvements sociaux.

La mise à niveau des entreprises apparaît d'une urgente nécessité pour renforcer leur compétitivité notamment les PME. En dépit de la création du Ministère de la Formation Professionnelle, les entreprises souffrent de l'absence de politique publique en matières de formation continue pour favoriser la mise à niveau des entreprises. En dépit de la relative accalmie du climat social dans les entreprises, la faible pénétration des syndicats pourrait les priver d'un précieux outil de dialogue social en cas de crise grave. Les mouvements sociaux de Février 2008 tendent à conforter cette thèse.

5.8 LES SOURCES D'INFORMATION EXTERNES UTILISEES PAR LES ENTREPRISES

L'information apparaît comme la clef de voûte dans l'élaboration des stratégies et de la prise des décisions dans toutes les entreprises. L'accès facile aux sources d'information pertinente constitue une préoccupation permanente pour tous les chefs d'entreprise. Plusieurs institutions nationales à l'instar du MINFI/Gouvernement, BEAC, GICAM produisent des informations exploitables par les entreprises. L'enquête établit que ces sources d'information sont relativement moins consultées que les autres provenant soit des médias locaux et internationaux, soit des partenaires ou des concurrents des entreprises.

- L'étude montre qu'environ 2/3 des entreprises enquêtées ne consultent pas les sources conventionnelles d'information du GICAM, BEAC, MINFI ou Gouvernement (rapports, revues, site Internet...);
- Par contre environ 2/3 des entreprises pensent que les médias locaux et internationaux, les partenaires ou les concurrents de l'entreprise, constituent pour elles des sources d'information utiles et les plus consultées.

Tableau 42 : Synthèse des différentes sources d'information des entreprises à l'échelle nationale (% des entreprises)

	<i>Très utile %</i>	<i>Assez utile %</i>	<i>Pas utile %</i>	<i>Pas consulté %</i>
Banque centrale				
Rapport trimestriel/annuel	10,42	14,05	9,08	64,34
Publication ad hoc	7,96	15,34	9,78	64,3
Site Internet	13,75	15,28	8,21	60,65
GICAM				
Rapport trimestriel/annuel	9,23	15	7,02	66,35
Lettre d'information	8,46	14,71	7,4	67,21
Autres publications	6,74	15,13	7,03	68,4
Site Internet	9,84	15,24	6,46	65,77
MINFI et Gouvernement				
Rapports trimestriels	10,55	22,63	9,01	55,61
Publication ad hoc	8,91	22,22	10,44	56,23
Site Internet	10,44	18,49	9,58	58,24
Autres sources				
Autres organismes	12,59	7,96	3,24	41,1
Médias locaux	32,41	41,3	10,71	11,19
médias internationaux	27,57	36,75	16,46	14,16
Concurrents ou partenaires	31,7	33,52	11,3	19,06

Source : ECI 2008

CHAPITRE VI : CONCLUSION GENERALE

Pour clôturer l'enquête, il est demandé aux entreprises :

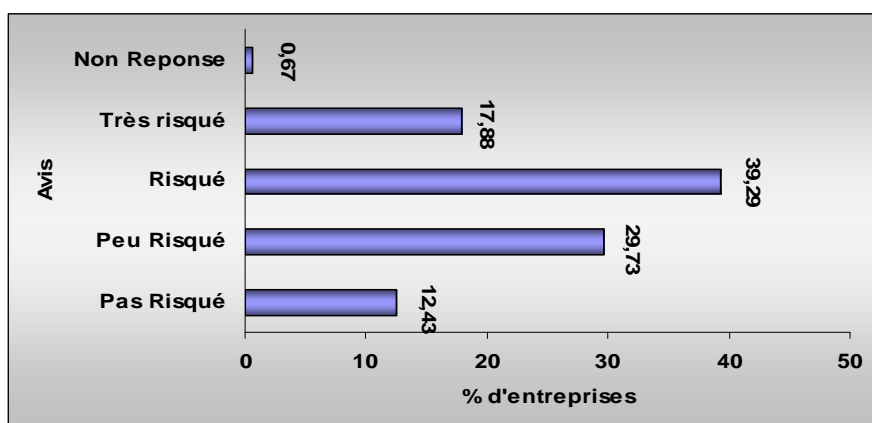
- de donner leur perception globale sur le risque d'investissement au Cameroun ;
- d'énoncer trois principaux problèmes qu'ils rencontrent dans leurs activités ;
- de faire des recommandations susceptibles de contribuer à l'amélioration de l'environnement dans lequel elles évoluent.

6.1 PERCEPTION DES ENTREPRISES SUR LE RISQUE GLOBAL D'INVESTISSEMENT AU CAMEROUN

La perception des entreprises enquêtées sur le risque globale d'investissement au Cameroun n'a pas significativement évolué par rapport à la situation en 2006 :

- 57 % des entreprises estiment qu'il est globalement risqué d'investir au Cameroun (39% pensent que c'est risqué et 18% pensent que c'est très risqué), cette proportion était de 59 % en 2006 ;

Figure 34 : Perception du risque global d'investissement au Cameroun (tendances nationales)



Source : ECI 2008

- l'analyse par catégorie d'entreprises établit la proportion de celles qui pensent qu'il est risqué d'investir au Cameroun à :
 - 77 % dans les grandes entreprises ;
 - 69 % dans les moyennes entreprises ;
 - 59 % dans les petites entreprises ; et
 - 53 % dans les micro-entreprises.

Les micro et petites entreprises apparaissent comme la catégorie d'entrepreneurs qui aurait plus confiance au pays en matière d'investissements, contrairement aux grandes et moyennes entreprises qui auraient plutôt une attitude de grande méfiance.

Au niveau des régions, la proportion des entreprises qui estiment qu'il est risqué d'investir au Cameroun est relativement plus importante dans trois provinces :

- le Littoral : 70 % ;
- le Nord-Ouest : 62 % ;
- le Centre : 60 %.

Sur les six provinces couvertes par l'étude, l'Extrême-Nord se distingue par la plus forte proportion des chefs d'entreprises qui pensent qu'il est peu risqué d'investir au Cameroun.

Tableau 43: Perception du risque global d'investissement au Cameroun par les entreprises

Type	Pas Risqué	Peu Risqué	Risqué	Très risqué	Non Réponse
Grande	3,23	19,35	58,06	19,35	
Moyenne	6,73	22,12	52,88	16,35	1,92
Petite	9,97	29,9	42,27	17,18	0,69
Micro	15	31,45	34,68	18,39	0,48
Tendance nationale 2007	12,43	29,73	39,29	17,88	0,67
Tendance nationale 2006	13,73	26,14	35,95	22,88	1,31

Source : ECI 2008

6.2 LES PROBLEMES MAJEURS MENTIONNES PAR LES ENTREPRISES

En rapport avec le climat général des affaires au Cameroun, les problèmes majeurs cités ont été regroupés en neuf catégories pour mettre en évidence les tendances lourdes. Comme le montre le tableau ci-après, les trois principaux problèmes relevés par les chefs d'entreprise sont par ordre :

- 1^o la pression et les tracasseries fiscales ;
- 2^o la mauvaise gouvernance publique et la corruption ;
- 3^o le manque de financement.

Par rapport à 2006, ces trois problèmes sont récurrents mais le classement connaît une légère modification avec la mauvaise gouvernance/corruption qui passe du troisième rang en 2006 au deuxième rang en 2007.

Tableau 44 : Classement des problèmes majeurs rencontrés par les entreprises en rapport avec le climat des affaires

Modalité	Fréquence (%)	Classement
Pression et tracasseries fiscales	34,6	1 ^{er}
Mauvaise gouvernance publique et corruption	19,7	2 ^{ème}
Manque de financement	14,4	3 ^{ème}
Coût élevé et rareté des facteurs de production	8,3	4 ^{ème}
Concurrence déloyale	8,0	5 ^{ème}
Faible pouvoir d'achat des consommateurs	6,0	6 ^{ème}
Insuffisance d'infrastructure	5,2	7 ^{ème}
Manque de personnel qualifié	2,2	8 ^{ème}
Difficultés en rapport avec les opérations en douane	1,7	9 ^{ème}
TOTAL	100	

Par rapport à la taille des entreprises les grandes et moyennes entreprises se détachent des petites et micro-entreprises dans le classement des trois problèmes majeurs :

- pour les grandes et moyennes entreprises, le problème de gouvernance/corruption et pression/tracasseries fiscales se hissent respectivement au 1^{er} et 2nd rang ;
- alors que pour les petites et micro-entreprises c'est la pression/tracasseries fiscales et mauvaise gouvernance/corruption qui sont affichées respectivement au 1^{er} et au 2^e rang.

Tableau 45 : Classement des trois problèmes majeurs selon la taille des entreprises

<i>Taille</i>	<i>Pression et tracasserie fiscale (%)</i>	<i>Mauvaise gouvernance et corruption (%)</i>	<i>Manque de financement (%)</i>
Grande	28,1	34,4	9,4
Moyenne	24,3	30,1	14,6
Petite	33,6	20,4	14,2
Micro	37,1	16,8	14,7
Tendance nationale 2007	34,6	19,7	14,4

Au niveau sectoriel, le transport, le tourisme et le commerce sont les trois secteurs d'activités où le problème de pression/tracasseries fiscales est le plus décrié avec plus de 40 % des chefs d'entreprises qui l'évoquent.

6.3 PROPOSITION DES ENTREPRISES POUR L'AMELIORATION DU CLIMAT DES INVESTISSEMENTS ET DES AFFAIRES

Sur la base des trois propositions d'actions prioritaires faites par chaque entreprise enquêtée, l'étude en a répertorié au total 2744. Ces différentes propositions ont été regroupées en neuf catégories avant d'être classées suivant la fréquence. Le tableau ci-après présente le résultat du classement de ces propositions.

Il en ressort trois principaux axes d'actions prioritaires devant avoir pour objectif :

- 1^o l'amélioration de la gouvernance publique et la lutte contre la corruption ;
- 2^o le renforcement des instruments d'assouplissement et d'incitation en matière fiscale ;
- 3^o la facilitation de l'accès au financement et aux subventions.

Tableau 46 : Synthèse des recommandations des entreprises pour l'amélioration du climat des investissements et des affaires

<i>Recommandation</i>	<i>Nombre d'occurrence</i>	<i>Fréquence (%)</i>	<i>Classement</i>
Promouvoir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	957	34,9	1 ^{er}
Renforcer les instruments d'assouplissement et d'incitations fiscales	756	27,6	2 ^{ème}
Faciliter l'accès au crédit et aux subventions	359	13,1	3 ^{ème}
Améliorer les infrastructures	211	7,7	4 ^{ème}
Réduire le coût et assurer une plus grande disponibilité des facteurs de production	151	5,5	5 ^{ème}
Améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs	109	4,0	6 ^{ème}
Lutter contre la concurrence déloyale	82	3,0	7 ^{ème}
Assouplir les droits de douanes et réduire les coûts de transactions en douane	70	2,6	8 ^{ème}
Former les personnes et améliorer la transparence sur le marché de l'emploi	49	1,8	9 ^{ème}
Total	2744	100,0	

En comparaison des résultats 2007 et 2006, la série des quatre propositions prioritaires des chefs d'entreprises est restée la même. Cependant on note un ajustement sur le classement :

- avec la bonne gouvernance/lutte contre la corruption qui passe en tête, renvoyant ainsi les recommandations liées à la fiscalité au 2^e rang ;
- on note également au bas du tableau 47 une permutation entre les recommandations en rapport avec l'amélioration des infrastructures et celles en rapport avec l'accès au financement.

Tableau 47 : Les tendances 2006 – 2007 des quatre propositions prioritaires des entreprises

Modalités	2007		2006	
	Fréquence (%)	rang	Fréquence (%)	Rang
Promouvoir la bonne gouvernance et lutter contre la corruption	34,9	1 ^{er}	18	2 ^{ème}
Renforcer les instruments d'assouplissement de la fiscalité et d'incitation fiscale	27,6	2 ^{ème}	30	1 ^{er}
Faciliter l'accès au financement et aux subventions	13,1	3 ^{ème}	6	4 ^{ème}
Améliorer les infrastructures	7,7	4 ^{ème}	8	3 ^{ème}

Toutes ces recommandations visant à rendre le climat des investissements et des affaires au Cameroun plus attractif sont récurrents et reviennent dans presque toutes les instances rencontrées qu'elles soient du secteur privé ou du secteur public. La persistance des problèmes est la preuve que les réformes au niveau de l'Etat restent insuffisantes et peu audacieuses, en dépit de sa volonté de plus en plus affirmée de promouvoir le secteur privé pour donner un nouvel élan à la croissance qui s'essouffle depuis 2005.

LES PARTENAIRES DE L'ECI 2008



www.gtz.de

Elle fournit des solutions d'avenir viables de développement politique, économique, écologique, et social. Elle supporte les réformes complexes et les processus de changement. Son activité recherche l'amélioration durable des conditions de vie et des perspectives.

La GTZ est une organisation internationale de coopération dédiée au développement durable, avec des opérations d'envergure mondiale.

Particulièrement pour l'Etude sur le climat des investissements et des affaires, la GTZ agit à travers son Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local (PADDL) dont l'objectif global est de faciliter un processus permettant à la population principalement et ses leaders de maîtriser de manière autonome leur environnement socio-économique et contribuer par là, à la réduction de la pauvreté.

Il est organisé en quatre composantes.

1. Appui aux collectivités territoriales décentralisées dans la planification et la mise en œuvre des processus de développement.
2. Promotion de l'économie locale par le renforcement des chaînes de valeur ajoutée.
3. Appui à la gestion des relations de coopération entre collectivités territoriales décentralisées, administration déconcentrée, prestataire de services privées et publics.
4. Appui à l'adaptation des conditions cadre pour la promotion d'un développement local équitable et durable.

Un accent particulier a été mis sur la promotion de l'économie locale dans la province de l'ouest, avec la participation des principaux acteurs à la formulation et la mise en œuvre d'un politique de développement économique local. Un diagnostic du potentiel économique des communes et appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'actions incitatives pour le secteur.



www.snvworld.org

« La vision de la SNV est celle d'une société dans laquelle tous sont libres d'œuvrer à leur propre développement durable. Les conseillers de la SNV y contribuent en soutenant les capacités des organisations locales.

La SNV est présente dans 34 Pays dans le monde dont 18 en Afrique. Ses conseillers associent des capacités de facilitation du changement à de solides compétences techniques. Sur le terrain, ils mettent leur expertise au service d'organisations du secteur privé, public ou ONGs dont les activités et objectifs contribuent à la réduction de la pauvreté. Deux domaines d'impact guident la sélection des clients et partenaires de la SNV : l'amélioration de la production, des revenus et des emplois et l'amélioration de l'accès aux services de base. Enfin, la SNV aide ses clients et partenaires à adresser les questions souvent difficiles d'équité (genre et minorités) et de gouvernance.

Pour la SNV, les causes de la pauvreté ne sont pas qu'économiques. Elles sont aussi structurelles et résultent bien souvent de l'accès inéquitable aux ressources, des relations de pouvoir entre différentes catégories et couches sociales. Le développement devra servir à élargir les choix des peuples ainsi qu'à générer un environnement favorable à une longue et saine vie. »



www.legicam.org

Il regroupe environ 200 membres, entreprises et syndicats professionnels confondus. Les missions du GICAM sont principalement de trois types : i) le service aux membres, ii) la représentation et la défense des entreprises, iii) la promotion de la libre-entreprise et de l'espace économique camerounais.

Le GICAM œuvre à l'épanouissement des entreprises à travers trois grandes fonctions que sont : l'économie, le social, le juridique et fiscal.

La fonction Economie développe des études et simulations économiques et analyse les performances économiques des entreprises et de l'économie en général. La fonction Juridique et Fiscal s'emploie à l'attractivité de l'environnement juridique et fiscal. La fonction Social suit le développement de la législation sociale et fait des contributions visant à son amélioration.

Outre l'activité traditionnelle d'information des membres, le GICAM s'est orienté vers la fourniture de services plus pointus, à caractère marchand ou non. Nombre d'entre eux relèvent des activités d'organes satellites créés par le Groupement. Il s'agit en effet du Business Center, du Centre d'Arbitrage, du Business Advisory Services (BAS) et la cellule de lutte contre le commerce illicite.

	<p>La vision d'Afrique Performance c'est <i>une Afrique dynamique et créative où les hommes, les femmes et les jeunes mettent en œuvre, avec passion et efficacité, leurs talents et leurs connaissances au profit d'initiatives individuelles et/ou collectives qui contribuent de manière significative à la réduction de la pauvreté/la multiplication des richesses en Afrique et à l'épanouissement individuel, social et professionnel des populations et organisations qui y évoluent.</i></p>
<p>www.afriqueperformance.net</p>	<p>Notre devise : “We are out for performance” “Performance In, Poverty Out”</p>
<p>Afrique Performance se focalise sur quatre grands axes de travail :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Les Ressources Humaines (orientation, évaluation et coaching)▪ Les Systèmes d'information de Gestion (développement des produits logiciels d'aide à la décision et de reporting).▪ Les Technologies de l'Information et de la Communication (développement de produits multimédia de communication – Site web, annonce multimédia, etc.)▪ L'élaboration et la mise sur pied des projets de développement.	
<p>AFRIQUE PERFORMANCE – Tél : (+237) 33 00 02 68</p>	



www.agro-pme.net

AGRO-PME Fondation est une Agence Privée de Développement créée au Cameroun en 1987. **AGRO-PME Fondation** apporte son appui à toutes les initiatives qui favorisent l'émergence des entrepreneurs, leur épanouissement et le développement de leurs entreprises.

En choisissant l'entrepreneur comme principal cible, **AGRO-PME Fondation** traduit une double conviction :

1/- l'initiative privée constitue le ferment de tout développement durable.

2/- l'entrepreneur est le véritable créateur de la richesse des nations : considéré comme tel, il est à l'avant-garde de la lutte contre la pauvreté, la misère et la faim.

Dans cette perspective, **AGRO-PME Fondation** s'emploie à mobiliser des compétences et des ressources pour canaliser vers les PME en vue de valoriser l'énorme potentiel de création d'emplois et de richesse qu'elles recèlent.

NOS ACTIVITES

- Promouvoir l'entrepreneurship et la création d'entreprises chez les jeunes;
- Supporter les actions d'assistance-gestion aux entrepreneurs ;
- Appuyer les structures d'encadrement des PME et des initiatives locales de développement ;
- Diffuser des informations technico-économiques utiles aux entrepreneurs.
- Sensibiliser les Pouvoirs Publics sur les entraves d'ordre réglementaire et administratif au développement des entreprises ; et
- Offrir de l'expertise aux bailleurs de fonds et aux décideurs publics pour l'élaboration des politiques et des stratégies d'appui au développement des PME.

ENQUÊTE 2008 SUR LA PERCEPTION DES ENTREPRISES SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES AU CAMEROUN

Les informations collectées au cours de cette enquête sont strictement confidentielles au terme de la loi N°91/023 du 16 décembre 1991

- L'objectif de cette enquête est de dégager l'état du climat de l'investissement et de montrer comment celui-ci influe sur la productivité des entreprises. Toutes les données se réfèrent à l'exercice 2007
 - Vos réponses **DOIVENT** par conséquent refléter uniquement votre expérience des affaires au Cameroun

Secteur d'activité de votre entreprise :		
Montant Capital Social :..... <i>Millions</i>	Participation Camerounaise..... %	Etrangère%
Chiffres d'affaires en 2007 : <i>Millions</i>	Effectif du personnel permanent:.....(<i>nombre</i>)	
Province :	Ville :	
Etes vous affilié à une organisation ou association professionnelle ? _____ Oui / _____ Non _____	Si oui laquelle/lesquelles ? _____	

Q1 : Dans quelle mesure les facteurs économiques et financiers suivants ont-ils influencé vos activités ?

<i>Facteurs influant de façon :</i>	<i>Impact très positif</i>	<i>Impact positif limité</i>	<i>Aucun impact</i>	<i>Impact négatif limité</i>	<i>Impact très négatif</i>
Contexte économique					
1.1 Taille du marché national					
1.2 Taille du marché sous régional(zone CEMAC et pays voisins)					
Secteur extérieur					
1.3 Contrebande, Fraude et contrefaçon					
1.4 Contrôle du flux de capitaux (parité CFA- Euro, Dollar, Naira,...)					
Politique budgétaire					
1.5 Impôts et autres charges fiscales (IS, TVA, Droits de douane etc.)					
1.6 Dépenses publiques dans les infrastructures					
1.7 Politique fiscale					
Politique monétaire					

1.8 Taux d'intérêt					
1.9 Taux de change					
Disponibilité de financement					
1.10 Accès au crédit à long terme de source locale					
1.11 Accès au crédit à court terme de source locale					
1.12 Accès au crédit auprès des entreprises du groupe					
Environnement des affaires					
1.13 Cadre juridique					
1.14 Corruption					
Coût du travail					
1.15 Niveau Général des salaires					
1.16 Coût du personnel					
Productivité du travail					
1.18 Qualification des cadres (Camerounais)					
1.19 Qualification des cadres (expatriés/étrangers)					
1.20 Disponibilité de personnel qualifié					

Q2 : Quel a été l'impact des facteurs suivants sur les coûts de votre entreprise ?

Impact influant de façon :	Impact Très positif	Impact Positif limité	Aucun impact	Impact Négatif limité	Impact très négatif
Transport, infrastructure et service					
2.1 Transports routiers					
2.2 Transports ferroviaires					
2.3 Transports aériens					
2.4 Alimentation électrique					
2.5 Alimentation en eau					
2.6 Services de télécommunication et d'accès à Internet					
2.7 Services de santé					
2.8 Services postaux					
2.9 Condition d'accès à la propriété foncière					
2.10 Approvisionnement en carburant					

Q3 : Quel a été l'impact des facteurs suivants sur la performance de votre entreprise ?

<i>Impact influant de façon :</i>	<i>Impact Très positif</i>	<i>Impact Positif limité</i>	<i>Aucun impact</i>	<i>Impact Négatif limité</i>	<i>Impact très négatif</i>
Secteur informel, privé, public					
3.1 Secteur informel					
3.2 Contrebande, Fraude et contrefaçon					
3.3 Succursales des firmes étrangères produisant localement					
3.4 Entreprises publiques					

Q4 : Relations entre l'Administration et les opérateurs privés pour l'exercice 2007

- 4.1 Etes-vous d'accord avec l'interprétation des lois et règlements ? _____ Oui = 1 ; Non = 2
- 4.2 Temps moyen de dédouanement de vos marchandises au port de Douala: _____ (en jours) (_Pas Concerné)
- 4.3 Nombre de jours qu'impliquent les rencontres entre votre société et les fonctionnaires des impôts au cours de l'exercice 2007 : _____ (en jours)
- 4.4 Compte tenu des difficultés auxquelles font face les entreprises pour respecter entièrement les lois et règlements fiscaux et les règlements divers, déclarez-vous toutes vos ventes au service des Impôts ? _____ Oui = 1 ; Non = 2
- 4.5 Montants des paiements officiels aux fonctionnaires pour obtenir des services en 2007 : _____% chiffre d'affaires
- 4.6 En 2007, avez-vous offert des cadeaux lors des rencontres avec les Inspecteurs des Impôts ? _____ Oui = 1 ; Non = 2

Q5 : Capacités de Production, d'innovation et accès au financement

- 5.1 Quel a été le taux d'utilisation de vos capacités de production en 2007 ? _____% (_Ne sait pas)
- N.B :** *il s'agit du rapport entre la production réalisée et la production maximale qui potentiellement aurait pu être produite avec les machines, équipements, force de travail et organisation usuelle de l'entreprise.*
- 5.2 Utilisez-vous une technologie de production sous licence étrangère ? _____ Oui = 1 ; Non = 2
- 5.3 Votre entreprise a-t-elle une certification reconnue (ISO 9000, ISO 9002, ISO 14000, EUREPGAP)? ____ Oui = 1 ; Non = 2 Autre certification Précisez: _____
- 5.4 Possédez-vous une flotte de portable (il s'agit d'un abonnement collectif auprès d'un opérateur de téléphonie mobile que l'entreprise contracte pour certains de ses employés)? _____ Oui = 1 ; Non = 2
- 5.5 Votre entreprise utilise-t-elle Internet pour travailler avec ses clients et/ou fournisseurs ? _____ Oui = 1; Non = 2
- 5.6 Quel est le pourcentage de nouveaux investissements financés sur fonds propres en 2007? _____% (pas de nouveaux investissements effectués en 2007)

5.7 Quel est le pourcentage des nouveaux investissements financés par les banques locales ou les institutions de micro finance locales? _____% (pas de nouveaux investissements effectués en 2007)

5.8 Avez-vous un découvert ou une ligne de crédit ? _____ Oui = 1 ; Non = 2

5.9 Quelle est l'origine de vos principaux fournisseurs ? _____ Nationaux = 1 ; CEMAC = 2 ; Autres = 3

5.9 Quelle est l'origine de vos principaux clients ? _____ Nationaux = 1 ; CEMAC = 2 ; Autres = 3

Q6 : Veuillez indiquer l'orientation probable de vos investissements au cours des 3 ou 4 prochaines années

	<i>Expansion</i>	<i>Maintien</i>	<i>Contraction Pas d'investissement</i>	<i>Ne sait pas</i>
6.1 Diversifier dans d'autres régions				
6.2 Diversification des produits et services délivrés				
6.3 Capacités de production				
6.4 Recrutement des nationaux				
6.5 Recrutement des expatriés/étrangers				

6.6 Avez-vous un Business Plan ou un plan d'affaire ? _____ Oui = 1 ; Non = 2

Q7 : Résolution des conflits et Criminalité

7.1 Avez-vous confiance au système judiciaire dans la résolution des conflits commerciaux? _____ Oui = 1 ; Non = 2

7.2 Temps moyen nécessaire pour la résolution des conflits par une juridiction : _____ (en jours) (Pas concerné)

7.3 Etes-vous au courant de l'alternative qu'offre le secteur privé en matière de règlement des conflits commerciaux entre les entreprises (Centre d'Arbitrage) ? _____ Oui= 1 Non = 2

7.4 Coût de la sécurité et de la protection (équipement, personnel de sécurité professionnel) : _____% du Chiffre d'affaires

7.5 Pertes dues aux crimes (vols, incendies criminels et autres larcins) : _____% du Chiffre d'affaires

Q8 : Indiquer le nombre actuel des effectifs occupés par votre entreprise

<i>Catégorie</i>	<i>Masculin</i>	<i>Féminin</i>
Nationaux		
Cadres dirigeants*		
Personnel technique qualifié**		
Personnel non qualifié		
Total des nationaux		
Expatriés/Etrangers		
Cadres dirigeants		
Personnel technique qualifié		
Personnel non qualifié		
Total des expatriés/ étrangers		
TOTAL DES EFFECTIFS		

* Le terme cadre représente quelqu'un qui a un rôle d'encadrement, de supervision et qui prend part aux décisions

** Le personnel technique qualifié représente le personnel qui a une compétence technique particulière qui participe directement au bon fonctionnement de l'entreprise.

Q9 : Marché du travail :

9.1 Quel pourcentage de vos employés a reçu une formation l'année dernière ?

Cadre dirigeants : _____%, Personnel technique qualifié : _____%, Personnel non qualifié : _____%

9.2 Avez-vous des difficultés dans la mise en œuvre du plan de perfectionnement du personnel ?
 ___ Oui = 1 ; Non = 2

9.3 Quel pourcentage de vos employés appartiennent à un syndicat de travailleurs ? _____% (Pas concerné)

9.4 Nombre de jours de production perdues en 2007 à cause des grèves, troubles sociaux et autres : ___ jours

Q10 : Veuillez noter l'utilité des sources d'information suivantes

	<i>Très utile</i>	<i>Assez utile</i>	<i>Pas utile</i>	<i>Inconnu</i>
Banque Centrale(BEAC)				
10.1 Rapport Trimestriel / Annuel				
10.2 Publications ad hoc				
10.3 Site Internet				
GICAM				
10.4 Bulletin Trimestriel d'Information				
10.5 Lettre d'information				
10.6 Autres publications				
10.7 Site Internet				
MINFI et Gouvernement				
10.8 Rapport Trimestriel / Annuel				
10.9 Publications ad hoc				
10.10 Site Internet				
Autres Sources				
10.11 Autres organismes (préciser) : _____				
10.12 Médias locaux				
10.13 Médias internationaux				
10.14 Entreprises concurrentes ou partenaires				

Q11 : Conclusion

11.1 Quel est votre perception du risque global d'investissement au Cameroun ? _____
(Très Risqué = 1_ Risqué = 2 Peu risqué = 3 Pas du tout risqué = 4)

11.2 Quels sont vos trois problèmes majeurs par ordre d'importance que vous rencontrez dans le cadre de vos activités ?

Problème 1: _____

Problème 2: _____

Problème 3: _____

11.3 Utilisez le cadre ci-dessous pour faire vos propositions d'amélioration du climat des investissements au Cameroun

Nous vous sommes très reconnaissant d'avoir bien voulu répondre à ce questionnaire. Les résultats de cette enquête vous seront communiqués ultérieurement.